

L'individualisation dans la modernité contemporaine en France : Castel,
Martuccelli, Rosanvallon

Par Jude Kadri

Mémoire présenté à la
Faculté des études supérieures et postdoctorales
dans le cadre du programme de sociologie
en vue de l'obtention du grade de maîtrise

Superviseur : Mme. Marie-Blanche TAHON

Université d'Ottawa 2015

Plan du mémoire

Plan du mémoire	3
INTRODUCTION	5
I. Présentation des auteurs	5
I. La méthode sociohistorique des auteurs	7
II. Méthodologie de la recherche	8
L`analyse des concepts.....	8
Tableau des concepts	11
PRESENTATION DÉTAILLÉE DES CONCEPTS	13
I. CASTEL	13
1. Capitalisme industriel	13
2. Capitalisme post-industriel	14
3. Individu moderne	15
4. Individu post-moderne	16
5. Risque	17
6. Support.....	17
II. ROSANVALLON.....	19
1. Capitalisme industriel	19
2. Capitalisme post-industriel	22
3. Individu moderne	23
4. Individu post-moderne	24
5. Risque	25
6. Support.....	26
III. MARTUCCELLI	28
1. Capitalisme industriel	28
2. Capitalisme post-industriel	28
3. Individu moderne	30
4. Individu post-moderne	31
5. Risque	32
6. Support.....	34
L`ANALYSE DE L`INDIVIDU CONTEMPORAIN	36
1. Le social	36

1.2	L`individu contemporain (le social).....	38
2.	Le politique	39
2.1.	L`individu contemporain (le politique).....	41
3.	Le sociétal	42
3.1.	L`individu contemporain (le sociétal).....	44
	Conclusion de l`analyse de l`individu contemporain.....	45
	CONCLUSION.....	50
	Bibliographie.....	52

INTRODUCTION

L'objectif de ce mémoire est d'explorer les caractéristiques de l'individu contemporain en nous basant sur les travaux de trois sociologues français : Robert Castel, Danilo Martuccelli et Pierre Rosanvallon, surtout et en particulier à partir d'un livre récent de chacun : *La montée des incertitudes* (2009), *La société singulariste* (2010), *La société des égaux* (2011).

Dans ces livres, les auteurs ont en commun de placer leurs questionnements dans une sociologie historique et dans une formation sociale particulière : la France. Ils analysent tous les trois la grande transformation de la modernité au tournant des années 1980 et interprètent l'avènement d'un nouveau processus d'individualisation. Cependant, ils ont chacun une perspective analytique particulière qui les amènent à interpréter l'individu contemporain d'une manière particulière. Les trois perspectives sont : le social (Castel), le politique (Rosanvallon) et le sociétal (Martuccelli). Le but de ce mémoire est de comprendre le social, le politique et le sociétal pour ensuite cerner comment ils se manifestent dans les caractérisations différentes de l'individu contemporain.

Par son histoire singulière, la France permet de questionner les articulations entre le social, le politique et le sociétal : la Révolution française de 1789 avec la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen; un capitalisme industriel au XIXe siècle marqué par une lutte des classes intense; l'instauration d'un État social solide à l'issue de la Seconde Guerre mondiale revendiqué par un mouvement ouvrier et un Parti communiste relativement important; un retournement inauguré par mai 1968 et l'avènement de « nouveaux mouvements sociaux » (Touraine, 2005); une situation présente marquée par une « crise » multidimensionnelle, dont les conséquences du post-colonial, sous la menace d'un « populisme » apparemment incarné par le Front national, comme signe d'une sorte de « dépolitisation » (Colliot-Thélène, 2014). La France n'a certainement pas le monopole de ces facteurs socio-politiques et de leurs articulations, mais ce pays constitue un « exemple » pour les étudier. D'autant que la production analytique française sur la France, et en particulier la production sociologique française sur la France, est abondante et variée.

I. Présentation des auteurs

Robert Castel (1933-2013) était un sociologue spécialiste de la question du travail. Sa carrière dans le monde académique débute en 1959 lorsqu'il devient maître-assistant en philosophie à la faculté des lettres à Lille. En 1966, il rencontre Pierre Bourdieu au Centre de sociologie européenne et sous l'influence de ce dernier, il abandonne la philosophie pour la sociologie. Ils étudient ensemble la méthodologie du constructivisme structuraliste. Cependant au début des années 1970, Castel change d'intérêt de recherche : il se tourne vers l'étude de la psychiatrie (il

étudie les phénomènes de la folie dans les institutions, les camps, les asiles, les prisons...). Suite à un séjour aux USA, il publie un livre en collaboration avec sa femme Françoise Castel (une psychiatre) et Anne Lowell : *La société psychiatrique avancée. Le modèle américain* (1979). En 1990, après 15 ans consacrés à l'étude sociologique de la psychiatrie, Castel commence sa recherche sur la question du travail, au temps où il devient directeur d'étude à l'EHESS : il s'intéresse aux transformations de l'emploi, à l'intervention sociale et aux politiques sociales. Son ouvrage majeur, *Les métamorphoses de la question sociale* (1995) est un livre, acclamé au sein des sociologues, dans lequel il retrace les transformations historiques du salariat pour expliquer pourquoi, depuis le début des années 1980, un nombre croissant d'individus se retrouvent « désaffiliés », c'est-à-dire sans liens sociaux ou familiaux et sans travail stable. *La montée des incertitudes* est un livre qui prolonge le propos de *Les métamorphoses de la question sociale*, c'est un livre composé de 14 articles écrits et publiés durant les 15 années qui ont suivi l'apparition de son ouvrage majeur.

Pierre Rosanvallon (1948) est un sociologue et historien français qui se concentre sur les questions politiques. Après avoir obtenu son diplôme à l'École des hautes études commerciales en 1969, il commence sa carrière dans la politique et devient conseiller économique du syndicat CFDT (Confédération française démocratique du travail) puis en 1973, il devient conseiller politique d'Edmond Maire et rédacteur en chef de l'organe de réflexion du syndicat. En 1978, il abandonne la politique et rejoint l'université Paris-Dauphine où il devient directeur du centre de recherche en sociologie « travail et société » jusqu'en 1982. Pendant ces années, il écrit une thèse en histoire *Le capitalisme utopique* (1979) et un doctorat en philosophie *Le moment Guizot* (1985). Il rejoint ensuite l'EHESS où il devient maître de conférences en 1983 puis directeur d'études en 1989 (jusqu'à aujourd'hui). Ces ouvrages les plus importants portent sur la démocratie en France. Il publie deux trilogies : la première qui inclut *Le sacre du citoyen : Histoire du suffrage universel en France* (1992), *Le Peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France* (1998) et *La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France* (2000)) et la deuxième qui inclut *La contre-démocratie : la politique à l'âge de la défiance* (2006), *La légitimité démocratique : impartialité, réflexivité, proximité* (2008), et *La Société des égaux* (2011)). Dans cette dernière trilogie, Rosanvallon retrace l'histoire de la démocratie sur trois scènes parallèles : une société des égaux (la formation d'une société de sujet moderne/citoyens), les formes de la démocratie (l'histoire des transformations du gouvernement représentatif) et la mise en forme politique du social (les collectifs, les syndicats). Dans sa vie comme dans ses livres, Rosanvallon est engagé dans le présent : il dirige le *think tank* la Fondation Saint-Simon de 1982 à 1999, il introduit en 2002 La république des idées qui publie une collection éponyme aux éditions du Seuil, il gère le site *la viedesidees.fr* et il organise des forums de citoyens.

Danilo Martuccelli (1964) est un sociologue péruvien qui s'intéresse à l'étude de l'individu dès le début de sa carrière. Après avoir obtenu son doctorat en sociologie à l'EHESS en 1991, il se concentre sur l'étude sur l'Amérique latine et écrit divers articles tout au long des années 1990

sur les thèmes de l'autorité, de l'identité, de la socialisation. Son premier livre majeur est *Sociologies de la modernité* (1999). C'est un livre où il articule trois différents modèles sociologiques pour l'étude de l'individu : la différenciation sociale (Émile Durkheim, Talcott Parsons, Pierre Bourdieu, Niklas Luhmann), la rationalisation (Max Weber, Norbert Elias, Herbert Marcuse, Michel Foucault, Jürgen Habermas) et la condition moderne (Georg Simmel, l'École de Chicago, Erving Goffman, Alain Touraine, Anthony Giddens). Il révèle ainsi les difficultés de la sociologie à trouver une méthode unique pour analyser l'expérience sociale des individus. Dans ces trois livres suivants *Grammaires de l'individu* (2002), *Forgé par l'épreuve* (2006) et *La société singulariste* (2010), il présente une nouvelle approche pour penser l'expérience sociale de l'individu. Pour Martuccelli, l'expérience sociale de l'individu dans la modernité contemporaine ne doit pas être mesurée à partir de la société (comme le fait la sociologie classique avec la méthode de « la différenciation sociale » et « la rationalisation »), mais à partir de l'individu lui-même. Bien que ces trois livres portent sur la France, son approche sociologique et ses concepts s'appliquent à différents pays. Il les applique dans des études sur les pays d'Amérique du Sud et publie trois livres : *Cambio de Rumbo* (2007), *¿Existen individuos en el Sur?* (2010), et le livre en partenariat avec Kathya Araujo *Desafíos comunes: retrato de la sociedad chilena y sus individuos* (tomos I e II) (2012).

I. La méthode sociohistorique des auteurs

Depuis la mondialisation, nous faisons face à une crise multidimensionnelle qui affecte tous les aspects de la vie sociale. Castel, Rosanvallon et Martuccelli procèdent par une méthode socio-historique pour analyser cette crise dans la même formation sociale (la France). Selon l'historien Gérard Noiriel, cette méthode n'est pas définie en sociologie, c'est plutôt une sorte de méthode historique ou une sorte de boîte à outils pour la recherche. Les outils choisis et la manière de les mettre en œuvre dépendent de l'auteur et de ses préoccupations (Noiriel, 2008 : 7). Ainsi, il importe de souligner les différences dans les méthodes socio-historiques des auteurs.

Castel est concerné par le nombre croissant d'individus qui vivent dans l'insécurité sociale depuis les années 1980. Pour analyser la situation, il entreprend une « histoire du présent » qui « comprend l'actualité comme le point d'aboutissement provisoire d'une dynamique plongeant ses racines dans le passé » (Castel, 2009 : 62-63). Cette histoire ne se limite pas aux événements historiques, elle retrace les processus de longue durée qui passent par des tensions et des déséquilibres à travers lesquelles se produit une métamorphose, c'est-à-dire, une articulation entre l'ancien et le nouveau. L'objectif de Castel, par cette méthode d'analyse historique, est de dégager les processus transversaux qui parcourent de larges secteurs de la société et qui produisent des situations concrètes (en se concentrant particulièrement sur les situations les plus marginalisées). Pour Castel, « personne n'est dans le hors social, et ce sont souvent les positions

qui paraissent les plus excentrées qui en disent le plus sur la dynamique interne d'une société » (Castel, 2009 : 64).

Rosanvallon est soucieux de la crise de l'égalité en France: il observe un « paradoxe de Bossuet », les individus vouent aux gémonies les inégalités de fait alors qu'ils les reconnaissent comme légitimes. Pour l'auteur, cette crise n'est pas simplement une conséquence de la mondialisation, elle s'inscrit dans une longue histoire qu'il se donne pour objectif de retracer. Il distingue 5 phases historiques de la notion d'égalité, et dans chacune, il décrit et analyse différents facteurs historiques qui ont affecté et transformé sa définition. À travers ces différentes phases, il montre que la crise actuelle n'est pas la première : la première crise de l'égalité émerge au début du 19^e siècle avec la première mondialisation (dans la partie, « les pathologies de l'égalité »). Les mécanismes de redistributions qui sont mis en place à la fin du 19^e siècle ont répondu à cette première crise (la partie, « le siècle de redistribution »). La deuxième crise de l'égalité est en fait une transformation de la conception de l'égalité sociale sur laquelle s'étaient fondés les mécanismes de redistribution (la partie, « le grand retournement »). Par son analyse historique, Rosanvallon cherche à montrer comment les mécanismes de redistributions doivent être repensés et modernisés pour répondre à la deuxième crise de l'égalité (la dernière partie, « la société des égaux »).

Martuccelli voit un problème d'une toute nouvelle ampleur avec la crise : ce n'est plus le politique qui produit l'ordre du monde, mais le sociétal qui produit un ordre spontané du monde grâce à l'agrégation des conduites individuelles. Ce changement profond appelle à déplacer le regard en sociologie de la société vers l'individu. Ainsi, Martuccelli ne se concentre pas beaucoup sur l'analyse historique de la société (il analyse rapidement les transformations industrielles et leurs effets sur la consommation de masse), car il a pour objectif de développer une nouvelle méthode d'analyse qui permet d'analyser les phénomènes sociaux et historiques à partir des individus. Il présente la notion d'épreuve, un opérateur capable de saisir les transformations historiques à partir des biographies des individus : « Ce que vise la notion d'épreuve est la manière dont les grands problèmes macrostructurels sont affrontés de façon singulière par les individus, les doutes et les efforts qu'ils soulèvent, et les espaces d'initiative irréductibles qui restent à ces derniers pour y faire face. » (Martuccelli, 2010 : 102)

II. Méthodologie de la recherche

L'analyse des concepts

Les trois auteurs analysent la transformation de la modernité au tournant des années 1980, cela dit, leurs perspectives d'analyse sont différentes. On entend par perspective d'analyse, l'angle à partir duquel l'auteur perçoit la société, construit sa théorie et explique de nombreux phénomènes sociaux dans la société. Les trois perspectives sont : le social (Castel), le politique

(Rosanvallon), le sociétal (Martuccelli). L'objectif est d'explorer les trois perspectives pour comprendre comment elles expliquent les interprétations différentes de l'individu contemporain.

Pour dégager et comprendre les trois perspectives, on procède par une analyse des concepts pour chacun des livres. L'analyse des concepts est souvent pratiquée en philosophie, mais rarement en sociologie. Cela dit, en sociologie comme dans toutes les sciences sociales, les concepts sont fondamentaux : il est important que chaque concept utilisé soit clairement défini pour être placé dans le cadre d'une théorie. Selon Aktouf, les concepts « sont à la théorie ce que les faits sont à la réalité : ce sont les unités non décomposables (ou composées d'éléments simples précis et bien connus) sur lesquelles s'articule la théorie. Ce sont des termes qui ont un sens construit complet et univoque dans le cadre d'un champ scientifique ou d'une théorie donnée » (Aktouf, 1987 : 24). Ainsi, c'est en analysant ces concepts que l'on peut comprendre comment les auteurs construisent leur théorie, et donc dégager la perspective d'analyse à partir de laquelle ils la construisent.

D'après Engel, l'analyse des concepts consiste à mettre en rapport les différents sous-concepts afin de comprendre leurs relations aux concepts plus larges. Par exemple, l'analyse du concept de « connaissance » chez Platon conduit le chercheur à mettre en relation les sous-concepts de « vérité », de « justification », d'« intuition » de « méthode ». (Engel, 2002 :2). Ainsi, l'articulation des sous-concepts peut nous en apprendre sur la perspective à partir de laquelle un auteur développe ses concepts. Pour comprendre le social, le politique et le sociétal à partir des concepts, on s'est donc concentré sur les définitions des concepts et des sous-concepts, ainsi que sur l'articulation des sous-concepts. En connectant les sous-concepts entre eux, on peut retracer le fil d'analyse d'un auteur de manière à cerner la perspective à partir de laquelle il développe ses concepts, et plus globalement, sa théorie.

Comme on cherche à montrer les contrastes entre les trois perspectives d'interprétation différentes, on a relevé 6 concepts communs aux trois auteurs. On a choisi de se limiter à ces 6 concepts car ils sont importants pour comprendre l'individu contemporain. Ce sont : (1) capitalisme industriel (2) capitalisme post-industriel (3) individu moderne (4) individu post-moderne (5) risque et (6) support.

Le concept (4) individu post-moderne, est le concept central de notre recherche.

Le concept (3) individu moderne est fondamental car pour comprendre l'individu post-moderne, on a besoin de savoir ce qui le distingue de l'individu moderne. Pourquoi l'individu post-moderne est différent de l'individu moderne ?

Les deux premiers concepts, (1) le capitalisme industriel et (2) le capitalisme post-industriel, nous permettent de replacer l'individu moderne et l'individu post-moderne par rapport à l'horizon historique. Ils nous permettent de comprendre les contextes différents dans lesquels l'individu moderne et l'individu post-moderne se développent. De plus, ces deux concepts nous permettent de cerner les éléments clés de la transformation du capitalisme qui amènent à la

transformation de l'individu. Ces éléments peuvent être la production, l'organisation du travail, la nature du travail, le rôle des institutions, etc.

Le concept (5) risque est important pour comprendre le concept (2) capitalisme post-industriel et donc pour comprendre dans quel contexte l'individu post-moderne vit. Pour les trois auteurs, comme pour Ulrich Beck, depuis l'avènement du capitalisme post-industriel, les risques ne sont plus des menaces qui viennent de l'extérieur de la société, ils font partie des éléments constitutifs de la société « les dangers deviennent les passagers aveugles de la consommation normale » (Beck, 2001 : 17). En analysant ce concept, on cherche à cerner les risques qui affectent les vies des individus post-modernes.

Le concept (6) support est lié au concept (5) risque. Pour les trois auteurs, avec l'arrivée du capitalisme post-industriel, les individus post-modernes ont besoin de supports pour prendre des précautions contre les risques permanents dans la vie sociale. Ainsi, on analyse le concept de support pour comprendre quels sont les supports dont les individus ont besoin pour se protéger contre les risques ou bien pour affronter et dépasser une situation inattendue. Ce sont les supports qui permettent aux individus post-modernes de poursuivre leur vie.

Il faut noter que les auteurs n'utilisent pas toujours les mêmes termes pour désigner le même concept. Par exemple, pour le concept d'individu post-moderne, Castel parle d'individu hypermoderne et Rosanvallon et Martuccelli parlent d'individu singulier. Les 6 concepts énumérés sont donc des idéaux-types qui nous aident à simplifier notre analyse.

Dans ce mémoire, on a divisé l'analyse des concepts en deux parties. Dans une première partie, on a présenté les définitions des concepts, suivies des définitions des sous-concepts qui s'emboîtent entre eux. Cette première partie nous permet de connecter les sous-concepts de manière à retracer le fil d'analyse d'un auteur. Dans une deuxième partie, grâce à la première partie, on analyse la perspective analytique d'un auteur, pour ensuite montrer comment celle-ci se manifeste dans la caractérisation de l'individu contemporain.

Tableau des concepts

Le tableau ci-dessous organise les concepts et les sous-concepts de chacun des auteurs :

AUTEURS	<u>Castel</u>	<u>Rosanvallon</u>	<u>Martuccelli</u>
CONCEPTS			
<u>1. Capitalisme industriel</u>	Capitalisme industriel Contrat de louage Corps politique État social Propriété sociale Collectifs structurés Société salariale Continuum différencié de positions Compromis social	Capitalisme industriel Stigmatisation des ouvriers Inégalités naturelles Égalité restreinte des chances Égalité indistinction Égalité-identité négative Travail national Vision fataliste Nation Milieu réformateur Dette sociale Justice sociale Impôt progressif sur le revenu État providence Régulation collectives du travail	Fordisme Classes sociales Personnage social
<u>2. Capitalisme postindustriel</u>	Capitalisme post-industriel Travailleurs jetables Contrats atypiques Non-emploi Précarité Décollectivisation Effritement de la société salariale Disparité des situations Rapport au travail État social-assistant	Capitalisme contemporain Concurrence généralisée Théorie de l'égalité radicale des chances Théorie des inégalités légitimes Défiance sociale État service ou État capacitant Redistribution verticale Paradoxe de Bossuet	Capitalisme contemporain Singularité Dispositifs institutionnels Justice Sensibilité analytique Élasticité État sociaux Individuation
<u>4. Individu moderne</u>	Propriété Indépendance sociale Citoyenneté politique	Individualisme d'universalité	Individualisme Égoïsme Isolement

	Propriété sociale Citoyenneté sociale Société de semblables	Individualisme de distinction Société des égaux Similarité Autonomie Citoyenneté Médiocrité	Autonomie Nature politique
<u>4. Individu post-moderne</u>	Injonction d'être un individu Modèle biographique Individu par excès Individus par défaut Précariat	Individualisme de singularité Idée d'égalité Dimension sociale Discrimination Individu-catégorie Séparatisme social Sécession des riches	Singularisme Justesse de soi Conscience sociétalisée de soi Désintérêt envers l'égalité Nature sociétale
<u>6. Risque</u>	Société du risque Société assurantielle Nouveaux risques sociaux Risque-chômage Risque-précarité Nouveaux risques	Catégorie du risque Voile d'ignorance Déchirure du voile d'ignorance Réobjectivation de l'impératif de solidarité Désobjectivation du malheur	Épreuve Acteur Agir-autrement Pâtir Évaluation Sélection sociale Historicité radicale Épreuve (<i>exemples</i>)
<u>7. Support</u>	Support Propriété sociale Travail social classique Norme d'internalité Collectifs État de droit-État social	Moyens Droits sociaux Singularité Réciprocité Biens relationnels Communalité commun-participation commun-intercompréhension commun-circulation	Support Supports invisibles Supports stigmatisants Supports pathologiques Supports avouables

PRESENTATION DÉTAILLÉE DES CONCEPTS

I. CASTEL

1. *Capitalisme industriel*

Du capitalisme industriel, Castel met en évidence « un type de relation de travail qui s'est développé à partir de la grande industrie, impliquant une forte homogénéité des tâches, un haut niveau de subordination et une hiérarchie rigide pour promouvoir une production de masse » (Castel, 2009 : 132-133)

Au début de l'industrialisation, l'ordre contractuel qui s'impose à travers le **contrat de louage** de la force du travail « ne fonde pas un droit du travail. Il fait au contraire éclater la contradiction d'une relation qui est censée se nouer entre deux individus libres et égaux, et qui en fait instaure une forme moderne de la servitude de la personne en reconduisant, sous le couvert du contrat, la domination absolue de l'un des partenaires. » (Castel, 2009 : 88). Ainsi la société se retrouve divisée en deux : entre les bourgeois (les propriétaires et les employeurs) et les prolétaires. Comme la propriété privée est une condition posée par la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen pour accéder au **corps politique**, les prolétaires en sont exclus : « Mais tous les individus ne sont pas libres et égaux, ce qui veut dire aussi que tous les individus ne font pas partie du corps politique. Le corps politique a pour fonction de préserver la liberté et l'indépendance des individus, c'est-à-dire de garantir leur personne et leurs biens. » (Castel, 2009 : 257-258)

C'est enfin au début du 20^e siècle, après une longue lutte des classes, que des réformes commencent peu à peu à être entreprises pour améliorer le sort des ouvriers. L'État devient un **État social** qui assure la protection sociale des ouvriers : « L'État social intervient en tant que réducteur d'insécurité (c'est pourquoi l'expression « État providence » est particulièrement inadéquate, laissant entendre qu'il serait avant tout un pourvoyeur de secours dans la logique de l'assistance). » (Castel, 2009 : 199). L'État social rattache la **propriété sociale** au statut de l'emploi, un socle de droits et de protections qui joue le rôle de la propriété privée : « Il a consisté à attacher des protections au travail lui-même. On peut appeler propriété sociale ces nouvelles garanties associées à la condition salariale. » (Castel, 2009 : 416).

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, une trajectoire de progrès économique et social s'impose et les mécanismes de protections sociales de l'État se perfectionnent. Avec le développement des industries, les salariés ne sont plus seuls face aux employeurs et peuvent s'inscrire dans des **collectifs structurés** pour défendre leurs droits et influencer l'État social : « l'intégration se faisait essentiellement grâce à l'inscription des individus dans des collectifs structurés : collectifs de travail, avec des syndicats puissants et une organisation collective de la

vie sociale, mais aussi une régulation collective du droit du travail et de la protection sociale » (Castel, 2009 : 232). Dans les années 1960, la majorité des actifs intègre le salariat et une **société salariale** s'épanouit : « On a pu parler de société salariale à partir du moment où les prérogatives attachées d'abord au travail salarié en étaient venues à couvrir contre les principaux risques sociaux au-delà des travailleurs et leur famille, les non-salariés et même la quasi-totalité des non-actifs. » (Castel, 2009 : 93). La société salariale est un **continuum différencié de positions** : « parce que la solidarité y est construite à partir de la catégorie socioprofessionnelle et que les diverses catégories socioprofessionnelles portent des caractéristiques très différentes. » (Castel, 2009 : 160). Les fondements du compromis social se consolident au début des années 1970 : « un certain équilibre, certes conflictuel et fragile entre l'économique et le social, c'est-à-dire entre le respect des conditions nécessaires pour produire les richesses et l'exigence de protéger ceux qui les produisent. » (Castel, 2009 : 93)

2. *Capitalisme post-industriel*

Le compromis social est bouleversé par l'avènement du **capitalisme post-industriel au début des années 1980. Les entreprises se transforment : « sur le plan de l'organisation du travail, on assiste à une individualisation croissante des tâches, qui exige la mobilité, l'adaptabilité, la prise de responsabilité de la part des opérateurs. » (Castel, 2009 : 23)**

L'organisation du travail dans les industries se transforme. Les entreprises demandent plus de **travailleurs jetables** « pressurés à volonté, le nouveau capitalisme a et aura sans doute de plus en plus besoin d'opérateurs responsables, mobiles, polyvalents, capables de s'adapter au changement incessant, de prendre des initiatives de se recycler, comme on dit volontiers aujourd'hui, car le terme « travailleur » n'est plus up to date. » (Castel, 2009 : 58). Cette nouvelle organisation du travail multiplie les **contrats atypiques** : « Parallèlement on a assisté au gonflement des formes dites atypiques d'emplois à durée limitée (CDD), missions d'intérim, travail à temps partiel. » (Castel, 2009 : 163). Puis du **non-emploi** apparaît : « Je fais l'hypothèse qu'il pourrait y avoir aujourd'hui des formes de non-emploi qui ne seraient pas exactement du chômage, en ce sens qu'il y aurait des demandeurs d'emploi qui ne seraient pas susceptibles de trouver un emploi. » (Castel, 2009 : 165). La **précarité** devient permanente dans l'organisation du travail : « De même que l'on parle de « condition salariale » (caractérisée par le statut de l'emploi de la société salariale), il faudrait parler de condition précaire, entendue comme un registre propre d'existence du salariat. On pourrait appeler précarité cette condition sous laquelle la précarité devient un registre propre de l'organisation de travail. » (Castel, 2009 : 169). Cette transformation du travail entraîne une **décollectivisation** des ouvriers : « Sur le marché du travail de plus en plus compétitif, les salaires sont soumis à des pressions très fortes pour être mobiles, adaptables, flexibles. Sous la menace du chômage (et sans doute aussi parce que beaucoup de gré ou de force, épousent l'idéologie entrepreneuriale qui exalte la souplesse et l'esprit d'initiative)

ils sont mis en concurrence et conduits à jouer le jeu de la concurrence. On assiste ainsi à un développement de la *concurrence entre égaux*, c'est à dire entre travailleurs de même statut. » (Castel, 2009 : 371).

On assiste à l'*effritement de la société salariale* : « On assiste à un effritement ou une déstabilisation de ce couplage entre travail et protections dont on pourrait multiplier les indices (le chômage de masse, la précarisation des conditions de travail, la multiplication des types de contrats de travail) » (Castel, 2009 : 84). Dans la société salariale, il y a une *disparité des situations* : « La plupart des situations nouvelles peuvent s'inscrire dans un rapport salarial. Mais elles sont incontestablement en deçà de l'emploi pour les plus basses, et au-delà de l'emploi pour les plus hautes. » (Castel, 2009 : 174). En somme, avec la grande transformation du capitalisme, le *rapport au travail* a changé : « Le rapport au travail a ainsi profondément changé. Pour beaucoup, il est vécu sous le mode de l'inquiétude et à la limite du drame, au lieu d'être conçu comme un socle stable à partir duquel on pouvait maîtriser l'avenir ». (Castel, 2009 : 107)

L'effritement de la société salariale signifie que l'État social se dégrade. Il ne peut plus prendre appui sur le statut de l'emploi et devient un *État social-assistant* : « Au lieu d'être le maître d'œuvre de l'intégration sociale de tous les citoyens procédant à travers des régulations générales et des droits homogènes à vocation universelle, il s'impliquerait de plus en plus dans des opérations ciblées, localisées, en appelant à la participation active des différents partenaires sociaux et des usagers eux-mêmes. » (Castel, 2009 : 239)

3. *Individu moderne*

La propriété est la condition pour être un individu moderne. Les non-propriétaires « ne sont pas des individus au sens positif du mot, au sens où l'individu est reconnu et sanctifié dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ». (Castel, 2009 : 412)

Au début de la modernité, la propriété privée permet à l'individu d'accéder à l'*indépendance sociale* : « Mais plus profondément c'est la propriété qui assure l'indépendance sociale qui fait que l'on n'est plus « l'homme » de quelqu'un comme le disait l'ancien droit féodal dans la dépendance d'autrui ou du besoin. » (Castel, 2009 : 256). Puis à la *citoyenneté politique* : « la propriété n'est pas seulement une valeur « bourgeoise », un privilège de classe. Elle est la condition de possibilité de la citoyenneté. Ce qui prouve, *a contrario*, c'est le statut, ou plutôt l'absence totale de statut, de ceux qui sont complètement démunis de propriété. » (Castel, 2009, 412)

Au début des années 1970, la majorité des individus accèdent au statut d'individu grâce à la *propriété sociale* : « Dans les années 1970, on peut donc considérer qu'une majorité de la

population accède au statut d'individu à part entière si l'on entend par là, le fait de disposer des conditions nécessaires pour développer une certaine indépendance sociale. Ce serait le profil type de l'individu moderne. » (Castel, 2009 : 421) Avec la propriété sociale, les individus accèdent enfin au statut d'individu à part entière car ils obtiennent la **citoyenneté sociale** : « La propriété privée n'est plus le seul fondement de la citoyenneté. Le non-proprétaire aussi a des droits sociaux et des assurances sociales. Il participe à des prestations et à des services collectifs dont l'État est le garant, et qui fonctionnent ainsi comme des analogons de la propriété privée pour les non-proprétaires. » (Castel, 2009 : 204). Selon Castel, la citoyenneté sociale est nécessaire pour construire une **société de semblables** : « Une société des semblables est une société dont tous les membres, à défaut d'être égaux sous tous les rapports, disposeraient au moins d'un socle de ressources et de droits suffisants pour « faire société » avec leurs semblables _ce qui justement les rend semblables à tous les autres _une société dont nul ne serait exclu. » (Castel, 2009 : 260)

4. *Individu post-moderne*

Depuis les années 1980, l'injonction d'être un individu est un impératif imposé par le capitalisme. L'individu est poussé à « être autonome et responsable, faire preuve d'initiative, assumer soi-même les risques. Mais selon cette logique, on fait peser sur tous les individus, y compris ceux qui n'ont pas les ressources objectives pour les réaliser, cette exigence de se conduire comme les sujets indépendants. » (Castel, 2009 : 268)

Castel reprend le **modèle biographique** de Beck pour caractériser le nouveau processus d'individualisation: « À partir des régulations qui affectent d'abord l'ordre du travail, l'individu est ainsi comme poussé sur le devant de la scène et conduit à se prendre lui-même en charge. » (Castel, 2009 : 145)

Castel distingue deux types d'individus hypermodernes qui apparaissent avec ce nouveau processus d'individualisation. D'une part, les **individus par excès** : « Il m'est apparu que cet individu par excès pouvait renvoyer à un profil d'individu dont Alexis de Tocqueville avait dessiné la figure d'une manière prémonitoire à une époque où il n'existait guère. [...] ces individus se vivaient comme déliés de toute attache collective et de toute contrainte collective. » (Castel, 2009 : 430). Ce sont des individus qui possèdent assez de supports pour se séparer de la société et être **autosuffisants** : « Cette affirmation de l'autosuffisance de l'individu peut même aller jusqu'à la posture solipsiste d'individus tellement nantis de ressources et de biens que, comme de nouveaux Narcisse, ils s'enferment en eux-mêmes dans la culture de leur subjectivité, jusqu'à oublier qu'ils vivent en société. » (Castel, 2009 : 27)

D'autre part, les **individus par défaut** : « Ce sont bien des individus, mais individus par défaut parce qu'ils sont dans le manque. Pas au sens psychanalytique du mot, évidemment : il leur manque en fait un ressort pour pouvoir se réaliser effectivement les individus qu'ils voudraient être. » (Castel, 2009 : 437). Les individus ne sont pas seulement des chômeurs ou des jeunes à la

recherche d'un emploi, ils font aussi partie du **précarariat** très hétérogène : « il n'a aucune unité actuelle, et sans doute aucune unité possible, même en s'en tenant aux catégories populaires qu'il affecte [...]. Certains de ses représentants travaillent d'une manière régulière, ce qui ne les empêche pas d'être des « travailleurs pauvres » [...]. Mais il y a aussi ceux qui ont des rapports beaucoup plus intermittents au travail, alternant les périodes d'activité et les périodes d'inactivité, et ceux qui sont tout à fait aux marges du travail et relèvent en même temps dans une large mesure de l'aide publique. » (Castel, 2009 : 439-440)

5. *Risque*

La société contemporaine est une **société du risque (terme repris de Beck) : « C'est de ce fait une société dans laquelle la référence au risque devient omniprésente et débouche sur une représentation totalisante de la société contemporaine comme une société du risque. Que nous soyons dans une société du risque est une autre manière de dire que nous vivons des temps incertains. » (Castel, 2009 : 31)**

Pendant les Trente glorieuses, les individus sont protégés contre les principaux risques de la vie (les accidents, la maladie, la vieillesse) grâce à la mise en place de la **société assurantielle** : « il s'agit de la construction d'une société assurantielle à travers la mutualisation de ce type de risques par la technologie de l'assurance obligatoire avec la garantie de l'État social. » (Castel, 2009 : 31). Depuis la grande transformation, il y a de **nouveaux risques sociaux** qui s'ajoutent : « le risque dépendance, qui n'est pas à proprement parler nouveau, mais qui a cessé d'être marginal du fait de l'allongement général de la durée de la vie. De même les risques entraînés par les facteurs de dissociation familiale. » (Castel, 2009 : 32). Puis, le **risque-chômage** s'est renforcé : « Mais le fait décisif paraît être l'existence incompréhensible d'une population hors travail qui se compte par millions. » (Castel, 2009 : 163). Le **risque-précarité** s'est transformé : « on pourrait dire que ce risque face à la précarité est devenu le principal facteur contemporain d'inégalités et qu'il accentue encore les inégalités entre les différentes catégories socioprofessionnelles dans une société stratifiée comme la nôtre, puisqu'il affecte différemment ces différents groupes ». (Castel, 2009 : 286). Il y a aussi des **nouveaux risques** liés aux progrès technologiques : « Dès les années 1980, on s'est mis à parler de nouveaux risques pour désigner des conséquences néfastes qui se produisent comme un effet de boomerang des développements de la science et des technologies et de l'exploitation incontrôlée des ressources de la planète. » (Castel, 2009 : 35)

6. *Support*

Selon Castel, les **supports sont nécessaires pour accéder au statut d'individu : « Pouvoir s'accomplir comme un individu libre et responsable, ou même, plus modestement, pouvoir**

se conduire comme un acteur social indépendant, est tributaire de conditions [...] qui ne sont pas données d'emblée et qui ne sont pas donnée à tous. » (Castel, 2009 : 403)

La **propriété sociale** représente le socle de supports pour l'individu qui ne possède pas de propriété privée : « Elle leur a donné les supports nécessaires pour qu'ils accèdent à l'indépendance sociale en acquérant le statut d'individus à part entière. Sur la base de ces droits sociaux d'abord rattaches au travail, on peut parler d'une véritable généralisation, ou démocratisation, de la citoyenneté. » (Castel, 2009 : 258)

Pendant les Trente glorieuses, le **travail social classique** permet d'aider efficacement les chômeurs pour qu'ils intègrent la société salariale : « Il représente un secteur spécifique avec ses types de pratiques, ses institutions propres, ses professionnels et les publics sur lesquels il travaille, mais qui s'inscrivent dans le projet de réalisation du progrès social que porte l'État social. » (Castel, 2009 : 224). Cependant, depuis l'avènement du capitalisme post-industriel, les interventions sociales se basent sur une **norme d'internalité**, c'est-à-dire qu'elles visent « à chercher dans l'individu lui-même tant les raisons qui rendent compte de la situation où il se trouve que les ressources à mobiliser pour qu'il puisse s'en sortir. » (Castel, 2009 : 243). Selon Castel, il faut que l'État évite toutes les pratiques qui culpabilisent les individus. Il faut plutôt opérer des interventions qui s'appuient sur des **collectifs** : « C'est en effet la réinscription dans des collectifs qui constitue le meilleur remède pour des individus déstabilisés dont le drame est précisément le plus souvent d'avoir décroché de systèmes d'appartenances et de protections collectives, ou de ne pas pouvoir s'y inscrire. La référence aux collectifs constitue l'antidote nécessaire aux dynamiques d'individualisation, dans le champ des interventions sociales comme ailleurs. » (Castel, 2009 : 244). Castel donne des exemples d'interventions : « La localisation des interventions sur un territoire, l'appel au partenariat, la mise en œuvre de programmes concernant l'ensemble d'un quartier, voire d'une ville, la multiplication des référents de l'intervention sociale, etc. sont autant de tentatives pour casser une relation de face à face centrée sur un individu. Autrement dit, ce sont autant de tentatives pour prendre appui sur des collectifs. » (Castel, 2009 : 244). Ces types d'interventions sont essentiels, car ils réaffirment les droits des individus, des citoyens.

En fin de compte, c'est le couplage **État de droit-État social** qui va permettre aux individus d'obtenir les supports nécessaires : « On ne peut vivre dans une société d'individus sécurisés, où les individus puissent coexister avec leurs concitoyens, si elle est livrée à l'insécurité civile, mais aussi si elle est minée par l'insécurité sociale. L'État sous sa double figure d'État de droit et d'État social est donc bien nécessaire pour réguler une société d'individus qui soient aussi une société de semblables. Il se confirme ainsi que les dynamiques d'individualisation qui traversent notre société exigerait non pas moins, mais un plus de protections. » (Castel, 2009 : 267)

II. ROSANVALLON

1. *Capitalisme industriel*

Le capitalisme industriel repose sur l'exploitation des ouvriers : « L'ouvrier était toujours réduit à sa force de travail, c'est-à-dire à ce qu'il y avait en lui de généralité substituable. Il était resté un composant parfaitement interchangeable de ce que Marx avait décrit dans le Capital comme le véritable sujet de la production capitaliste, « le travailleur collectif ». L'usine fordiste n'avait fait que rationaliser cet état de fait avec le perfectionnement du travail à la chaîne. » (Rosanvallon, 2011 : 299)

Avec l'essor du capitalisme industriel au début du 19^e siècle, les capitalistes s'enrichissent et les ouvriers sombrent dans la misère. Cela dit, il y a une **stigmatisation des ouvriers** : « Mais ce sont les misérables qui vont paradoxalement être au banc des accusés dans les rangs des conservateurs, leur inconduite étant considérée comme la cause principale de leur triste condition. Même extrêmes les inégalités se trouvaient de cette façon moralement justifiées. » (Rosanvallon, 2011 : 126)

Rosanvallon considère trois idéologies dominantes au cours du 19^e siècle :

La première est l'idéologie dominante des libéraux-conservateurs. Cette idéologie justifie les conditions des ouvriers par les **inégalités naturelles** : « À tous ces titres, l'inégalité pouvait donc être considérée comme la loi du monde, indissociablement naturelle, morale, sociale et psychologique. Au 19^e siècle les lois de l'économie libérale étaient en même temps celles d'une nature ennemie de l'égalité. » (Rosanvallon, 2011 : 133). Au fondement de cette idéologie se trouve une version perversifiée de la théorie de l'égalité des chances. Cette théorie, à la base, repose sur un principe ambigu du mérite, mais l'idéologie des libéraux-conservateurs l'a manipulée pour créer une idée d'**égalité restreinte des chances** : « L'idée d'égalité des chances a enfin trouvé dans l'idéologie libérale-conservatrice son interprétation la plus restrictive, dans le cas français particulièrement. Le principe d'une ouverture des carrières à la vertu et aux talents s'y est en effet lié à un souci obsessionnel de ne pas voir les hiérarchies sociales existantes subverties. » (Rosanvallon, 2011 : 146)

La deuxième est celle des communistes utopiques. Ils défendent l'**égalité-indistinction**, une égalité entre tous les individus, entre toutes les classes : « L'idée communiste reposait ainsi dans ses différentes expressions sur une même perspective de désindividualisation du monde. C'est à cette condition que pouvait être envisagé un univers ayant radicalement aboli la concurrence. L'égalité prenait donc dans ces conditions le visage d'une homogénéité, d'une identité. Mais il est là essentiel de bien saisir la portée d'une telle désindividualisation. Elle ne correspond pas seulement à l'affirmation de la prééminence du collectif. Elle est sous-tendue en profondeur par

une anthropologie de l'indistinction qui conduit à appréhender de façon littérale la notion de similarité. » (Rosanvallon, 2011 : 175-176)

La troisième est l'idéologie du national-protectionniste. Elle repose sur l'égalité-identité négative qui masque les inégalités intérieures par la valorisation d'une confrontation au monde extérieur : « celle-ci a [...] participé d'un travail idéologique de constitution d'un sentiment collectif fondé sur la satisfaction de promouvoir une entreprise conquérante et de manifester une supériorité commune par rapport à des peuples que l'on prétendait civiliser. La mise en scène de cette supériorité partagée contribuait aussi à desserrer la tension de classe dans le pays. »

(Rosanvallon, 2011 : 195). Les protectionnistes instituent le travail national à la fin du 19^e siècle lorsqu'ils montent en force : « Il visait à constituer un travail national, que l'on présupposait unifié face aux puissances de dissociation du marché. S'établissait donc, là aussi, un lien entre égalité et critique de la concurrence. » (Rosanvallon, 2011 : 185)

Vers la fin du 19^e siècle, influencés par le socialisme scientifique, les socialistes développent une vision fataliste du monde : « Il n'y avait en conséquence rien à attendre de l'action syndicale pour améliorer la condition ouvrière et notamment augmenter les salaires : c'est seulement de l'effondrement du capitalisme qu'il fallait espérer un changement réel. » (Rosanvallon, 2011 : 242-243). Les socialistes rompent avec cette vision fataliste au début du 20^e siècle et commencent à collaborer pour des réformes. Les socialistes redéfinissent la nation pour commencer les réformes : « En critiquant la notion de « travail national », ils ont été conduits à redéfinir l'idée de nation sur un mode non nationaliste, c'est-à-dire à la penser sous les espèces d'une forme sociale à construire, et non pas comme un bloc dont la cohérence serait déjà donnée. D'où la nécessité à leurs yeux de la comprendre comme un espace de redistribution, dont il importait de bien appréhender les mécanismes réels. [...] Comprise dans ces termes, la nation était productrice d'un lien social qui ne reposait pas sur une norme s'imposant de l'extérieur aux individus, mais sur une « force interne » en construction. Le développement d'institutions distributives pouvait parfaitement s'insérer dans des approches de cette nature. » (Rosanvallon, 2011 : 247-250). Cette nouvelle conception de la nation avait préparé l'atmosphère pour les nombreuses réformes qui allaient suivre. Les réformes prenaient place dans des milieux réformateurs : « À distance de tout jacobinisme doctrinal, ces réformes ont en effet été pensées et propulsées à travers la constitution d'un milieu réformateur faisant converger les actions et les réflexions d'hommes politiques, de fonctionnaires de progrès, d'intellectuels ou d'universitaires engagés, de philanthropes traditionnels ou d'expérimentateurs sociaux plus radicaux. » (Rosanvallon, 2011 : 250).

Une révolution de la redistribution des protections sociales se met facilement en marche après la Première Guerre mondiale grâce au sentiment de dette sociale : « La guerre procède en effet à une sorte de *nationalisation des existences*. Les activités privées deviennent dans leur cadre largement conditionnées par les contraintes collectives. L'espace des relations sociales tend en conséquence à se polariser aux deux extrêmes d'un repli sur le monde clos de la famille ou d'une absorption dans les problèmes supérieurs du pays. Entre la famille et la patrie, il n'y a alors

presque plus rien. Le souci immédiat des siens et l'angoisse du sort commun absorbent toutes les énergies. » (Rosanvallon, 2011 : 252). Il y a une **socialisation de la responsabilité** au sein de la société : « Le fait que la société soit définie comme un système d'interaction et d'interdépendance va en effet conduire à abandonner les conceptions antérieures de la responsabilité individuelle. Une considération des *situations objectives* se substituera à l'ancienne notion de *responsabilité subjective*, liée au comportement des individus [...] En accordant une compensation financière indépendamment de la mise au jour d'une responsabilité directe des acteurs concernés, le système revenait à socialiser cette notion de responsabilité. En considérant que l'accident était la contrepartie d'un risque industriel, l'assurance permettait de traiter pratiquement un problème social sans avoir à statuer sur le fonctionnement complexe d'un ensemble de procédures et de mécanisme imbriqués ensemble. » (Rosanvallon, 2011 : 266-267). Grâce à la dette sociale, la **justice sociale** change de sens : « La justice sociale ne s'appuyait donc plus sur un impératif moral de charité : elle était appelée par la structure même du social. La notion de solidarité dans l'ordre socio-économique et celle de citoyenneté dans l'ordre politique tendait de la sorte à se superposer : la société était doublement comprise comme un corps. D'où le développement de droit à l'existence ou de *minimum d'existence garanti* qui ont émergé pendant cette période. » (Rosanvallon, 2011 : 264-265). Les trois grandes réformes de la révolution de la redistribution sont :

- La création de l'**impôt progressif sur le revenu** : « Ce dernier permettait de corriger la répartition du revenu opérée par le marché, dérivée donc des principes de liberté personnelle et de propriété privée, par la prise en compte de la dimension socialisée de la production moderne. » (Rosanvallon, 2011 : 263).
- L'**État providence** assume un rôle social: « Tout un pan d'actions d'assistance qui relevaient précédemment d'association charitables privées furent transférées à l'État et constituées en droits. Le budget social de l'État connut en conséquence partout une importante croissance. L'État souverain traditionnel se doubla de la sorte à partir de cette période de ce que j'ai appelé un *État instituteur du social*. Il se concevait comme une instance de mise en forme de la solidarité sociale et de correction des inégalités, intervenant dans un nombre croissant de domaines de la vie quotidienne, qu'il s'agisse classiquement de l'éducation, mais aussi du logement ou des transports. » (Rosanvallon, 2011 : 235-236)
- Les ouvriers deviennent reconnus en politique grâce aux **régulations collectives du travail** : « Les rapports entre syndicats et patronat devinrent juridiquement constitués et le corps ouvrier reconnu. » (Rosanvallon, 2011 : 236)

Suite à la Seconde Guerre mondiale, le sentiment de dette sociale se renforce et les mécanismes de redistribution des richesses se perfectionnent pour atteindre l'ensemble des individus de la

société. Pendant les Trente glorieuses, le niveau de vie des individus n'est plus seulement lié au statut du travail, il se lie aussi au revenu social qu'ils reçoivent en tant que citoyens.

2. *Capitalisme post-industriel*

Le capitalisme contemporain, « tel qu'il a commencé à se recomposer dans les années 1980, se distingue d'une double façon de ce précédent capitalisme d'organisation. En termes de rapport au marché et de rôle des actionnaires, avec évidence. Mais aussi dans son mode de mise en forme du travail. La mobilisation de l'ouvrier-masse de l'ère fordiste a cédé la place à une valorisation des capacités individuelles de création, et les qualités de réactivité ont supplanté le sens de la discipline. Le travail s'est de la sorte singularisé. » (Rosanvallon, 2011 : 300)

Rosanvallon présente deux modèles qui illustrent le capitalisme contemporain :

- La société de **concurrence généralisée** : Elle approfondit les traits de la société du marché « d'une triple façon : - en se fondant sur une philosophie et une anthropologie du risque et de l'autonomie. - En instituant le consommateur en figure et en mesure de l'intérêt général. - En faisant de la concurrence la forme sociale qui met « un vrai rapport entre les hommes. » (Rosanvallon, 2011 : 324-325)
- La théorie de l'**égalité radicale des chances**, selon une interprétation radicale de Ronald Dworkin de la théorie de l'égalité des chances : « si tous les êtres humains sont égaux en dignité et en valeur et devaient avoir droit à ce titre aux mêmes conditions de vie, Dworkin considère que la justice implique toutefois de prendre en compte les différences d'ambition et d'engagement des individus. Une distribution équitable des revenus devrait donc intégrer cette donnée tout en repoussant les déterminants des inégalités qui tiennent à des variables héritées. » (Rosanvallon, 2011 : 337-338). Selon Rosanvallon, l'égalité radicale des chances est une **théorie des inégalités légitimes** : « l'idée d'égalité des chances est aujourd'hui dominante. Mais elle est comme on l'a dit paradoxale : elle égalise en effet dans la consécration de l'inégalité. Elle justifie d'autant plus fortement les inégalités de position qu'elle accomplit son ambition d'être « réelle », « forte », « radicale » [...]. Le problème est ainsi que la théorie de l'égalité de chances appréhende la question des inégalités au seul prisme d'un critère de justice appliqué à l'évaluation des situations individuelles. » (Rosanvallon, 2011 : 351-352)

L'avènement du capitalisme contemporain produit de la **défiance sociale** qui empêche la formation de politiques distributives : « Elle conduit en effet à exacerber l'attention aux comportements d'autrui et donc à faire de leur appréciation un moteur alimentant à la fois du ressentiment, de la stigmatisation ou de la méfiance. Se creuse sur ce mode une contradiction

mortelle entre une théorie de la justice distributive et une éthique de la vie commune, la première se fondant sur ce qui tend à miner la seconde. » (Rosanvallon, 2011 : 41). L'État-providence qui avait pour fonction de redistribuer les droits et les richesses sur l'ensemble de la population cède la place à un **État service ou État-capacitant** : « Le nouvel *État service ou État-capacitant*, n'étant plus seulement un distributeur d'allocations et un administrateur de règles universelles, est en effet amené de diverses façons à pénétrer la vie des individus, à évaluer leurs conduites. La notion même de droits s'en trouve redéfinie pendant qu'est concernée la formulation des conditions de la liberté et de l'autonomie. » (Rosanvallon, 2011 : 367). Cet État distribue les assurances selon un principe de **redistribution verticale** : « Les rapports entre assurance et solidarité tels que les avaient conçus les pères fondateurs du régime de 1945 ont ainsi été complètement redéfinis sans que les choses n'aient été formulées ni explicitées. » (Rosanvallon, 2011 : 294)

Le problème central créé par le capitalisme contemporain renvoie au **paradoxe de Bossuet** : « Il y a ainsi un rejet global d'une forme existante de société qui voisine avec une forme d'acceptation des mécanismes qui la produisent. On voue aux gémonies les inégalités de fait alors que l'on reconnaît implicitement comme légitimes les ressorts de l'inégalité qui les conditionnent. » (Rosanvallon, 2011 : 17)

3. *Individu moderne*

Rosanvallon distingue deux types d'individualisme pendant la première modernité. L'individualisme d'universalité qui émerge pendant la Révolution française : « Un tel individualisme d'universalité avait une fonction de production du social : il était au fondement de la constitution d'une société des égaux. Il n'alimentait donc en aucune façon un processus de différenciation conduisant à une atomisation, à une division ou à une segmentation. (Rosanvallon, 2011 : 306). Puis l'individualisme de distinction qui apparaît vers la fin 19^e siècle parmi des groupes d'artistes : « Avec le déclin de l'Ancien Régime, c'est le milieu artiste qui a le plus sensiblement et le plus décidément incarné cette dimension psychologique de l'individualisme. Il lui a donné la profondeur existentielle dont les précédentes manifestations de cour n'avaient fait qu'exprimer la caricature. L'artiste s'est alors défini comme celui qui manifestait son identité sous la forme d'une dissidence d'avec le commun. [...] Dans cette perspective que l'on pourrait dire interactive du lien social, individualisation et aspiration à un rapprochement inédit entre les hommes, celui d'une similarité choisie, allaient de pair. » (Rosanvallon, 2011 : 307-308)

Pendant la Révolution française, l'idée d'une société des égaux a pu se former grâce à l'individualisme d'universalité. Cette société des égaux repose sur trois principes. La **similarité** : « Un monde de semblables se définit [...] comme celui dans lequel chacun peut se projeter dans la condition des autres, que ce soit sur le mode avantageux d'une amélioration de son sort ou sur

le mode pessimiste d'une crainte de se retrouver dans une situation dégradée. Se forme sur ce mode un équilibre entre l'envie et la compassion qui établit la similarité comme un rapprochement psychologique d'autrui, une capacité légitime ou réaliste de s'assimiler à son histoire, de se l'approprier. » (Rosanvallon, 2011 : 81). L'**autonomie** : « Cette autonomie ne se confond pas avec un « individualisme » compris comme un état de séparation vis-à-vis d'autrui. Elle n'est pas un attribut individuel. Elle ne prend sens qu'en tant que capacité sociale. Être autonome, c'est pouvoir inventer sa vie, exister comme sujet responsable de lui-même [...]. Elle ne peut se déployer que dans une société qui bannit toutes les dépendances. Seule une société d'individus indépendants fait ainsi sens dans un univers de liberté. » (Rosanvallon, 2011 : 39-40) et la **citoyenneté** : « Le citoyen est considéré sous les deux espèces d'un sujet, porteur de droits propres, et d'un membre d'une communauté. Il est individu et peuple. Cette figure de l'égalité est à la fois de l'ordre d'une mesure et d'une relation. C'est ce qui fait la spécificité et la centralité du suffrage universel : il est reconnaissance de l'individu-égalité (un homme, une voix) et en même temps manifestation de l'individu-communauté (participant au corps politique). [...] Être citoyen, c'était ainsi se voir reconnaître un statut personnel valorisant dans une collectivité. » (Rosanvallon, 2011 : 55)

Tocqueville avait prévenu contre le danger du sentiment de **médiocrité** qui pouvait émerger dans la société à cause de la similarité : « En même temps qu'il reconnaissait dans la similarité le principe générateur de la démocratie comme forme sociale, il sonna ainsi l'alarme contre ce qu'elle tendait pour lui à entraîner à son revers : l'avènement d'un monde dominé par le conformisme et la médiocrité. » (Rosanvallon, 2011 : 134). C'est à cause du mépris de la similarité, que l'individualisme de distinction s'est développée parmi des groupes d'artistes à la fin du 19e siècle.

4. *Individu post-moderne*

L'individualisme de singularité qui apparaît au début des années 1980 est le résultat de la démocratisation de l'individualisme de distinction : « Son avènement a été lié à la complexification et à l'hétérogénéisation du monde social, aux mutations du capitalisme donc également. Mais plus profondément encore au fait que les individus sont dorénavant plus déterminés par leur histoire que par leur condition. » (Rosanvallon, 2011 : 308-309)

L'expansion de la singularité entraîne une redéfinition de l'**idée d'égalité** parmi les citoyens : « Elle se lie dorénavant au désir d'être regardé par autrui dans sa particularité, avec son histoire et ses caractéristiques propres, de ne pas être considéré comme un numéro. Elle s'identifie à la volonté d'être quelqu'un. » (Rosanvallon, 2011 : 311). La singularité a une **dimension sociale** : « Cette forme d'égalité définit un type de société dont le mode de composition n'est ni celui de l'universalisme abstrait ni celui du communautarisme identitaire, mais celui d'une construction et d'une reconnaissance dynamiques des particularités. Ce basculement a des implications

considérables. Il indique que c'est à partir de ce qu'ils ont en eux de spécifique que les individus veulent dorénavant faire société. La valorisation de la singularité a donc une dimension immédiatement sociale. Elle ne marque pas une tendance à la distanciation de l'individu vis-à-vis de la société (au sens d'un individualisme de repli, séparateur), mais fonde plutôt l'attente d'une réciprocité, d'une reconnaissance mutuelle. » (Rosanvallon, 2011 : 360)

Avec la singularité, il y a un nouveau moyen proprement contemporain de créer de la **discrimination** : « La discrimination peut être définie [...] comme un déni croisé de similarité (ou de généralité) et de singularité ; elle mêle les deux dimensions. C'est ce qui lui donne sa centralité comme forme de négation de l'égalité dans le monde contemporain. (Rosanvallon, 2011 : 361) Le sujet de la discrimination est l'**individu-catégorie** (la femme, la personne de couleur, l'homosexuel) : « d'abord une pathologie de la singularité en assignant un individu à une classe de singularité jugée dépréciative, diminutive. Celui-ci est par exemple réduit à son origine ethnique ou à son sexe, toutes ses autres caractéristiques personnelles étant gommées ou occultées. » (Rosanvallon, 2011 : 361)

Le problème principal pour Rosanvallon est le manque de reconnaissance des particularités parmi les citoyens. Ce manque de reconnaissance crée une **défiance sociale** et entraîne un séparatisme social qui se dissémine dans la totalité du corps social : « Il y a ainsi un grand nombre de mouvements de recomposition des identités collectives sur le mode d'une segmentation du sentiment de proximité qui est à l'œuvre dans les sociétés contemporaines. » (Rosanvallon, 2011 : 384). Il y a aussi une **sécession des riches** : « c'est-à-dire le fait que la frange la mieux lotie de la population vit désormais en dehors du monde commun. Les exilés fiscaux en constituent l'illustration la plus frappante. Ils font en effet ouvertement sécession en se retirant matériellement de la solidarité nationale. Ils restent juridiquement des citoyens, mais ne sont plus par prenante de la communalité. » (Rosanvallon, 2011 : 383)

5. *Risque*

Avec l'essor de la modernité contemporaine, la catégorie de risque n'est plus reconnue dans le paradigme assurantiel : « La catégorie de risque qui en constituait l'épine dorsale n'a d'abord plus eu la centralité organisatrice et unificatrice qui avait été auparavant la sienne. [...] Le principe implicite de justice et de solidarité qui sous-tendait l'État-providence reposait sur l'idée que les risques étaient à la fois également repartis et de nature largement aléatoire. Il est progressivement devenu clair que ce n'était plus le cas. » (Rosanvallon, 2011 : 289-290)

Pendant les Trente glorieuses, c'est grâce au **voile d'ignorance** (selon la théorie de la justice de Rawls) que la catégorie du risque a pu être reconnue par l'ensemble des citoyens. « Chez John Rawls, le principe de différences (les inégalités ne sont acceptables que si elles sont profitables

aux plus défavorisés), très exigeant en ce sens qu'il peut entraîner une importante redistribution, n'est formulé que sous un voile d'ignorance. C'est parce que les individus doivent prévoir qu'ils seront peut-être eux-mêmes les plus défavorisés qu'il est formulé. » (Rosanvallon, 2011 : 291)

Au tournant des années 1980, les risques ne sont plus aléatoires à cause de la **déchirure du voile d'ignorance** : « Dans l'assurance sous voile d'ignorance, il y avait une superposition de la justice et de la solidarité : le partage des risques était en même temps une norme d'équité et une procédure de solidarité. Équité et redistribution se confondaient alors. Il n'en a plus été de même lorsque le voile d'ignorance a été déchiré. La notion de justice a alors retrouvé son caractère problématique : le juste n'a plus été définissable a priori dès lors que les différences n'ont plus été simplement dérivées de l'aléa. » (Rosanvallon, 2011 : 292)

Le sentiment de dette sociale s'est effacé à cause d'une **réobjectivation de l'impératif de solidarité** : « Le sentiment d'une dette sociale à honorer s'est de son côté fortement érodé. Du fait des facteurs historiques que nous avons mentionnés au premier chef. Mais aussi pour d'autres raisons. Il s'est d'abord déplacé. La sensibilité à la situation d'autrui s'exprime ainsi dans des termes inédits. [...] Le souci des générations futures s'est du même coup imposé comme un impératif moral souvent ressenti comme plus vital que celui de la justice sociale traditionnelle. C'est largement sur ce nouveau mode que s'est opérée une objectivation de l'impératif de solidarité dans le monde contemporain. La figure des générations futures a remplacé celle du prolétaire dans l'imaginaire collectif pour désigner le sujet central de la sollicitude publique. » (Rosanvallon, 2011 : 296-297). Puis aussi à cause d'une **désobjectivation du malheur** : « Le sentiment proprement social de solidarité s'est ensuite lui-même émoussé du fait de la perception d'une certaine désobjectivation du malheur. L'explication de la pauvreté par la paresse [...] a ainsi commencé à se reprendre insidieusement en Europe alors que l'explication par l'injustice sociale ou la situation économique y était auparavant dominante. » (Rosanvallon, 2011 : 297)

6. *Support*

Pour pouvoir être compétitifs et expérimenter leur singularité, les individus ont besoin de moyens : « Il devient prioritaire d'outiller les individus, de leur donner les moyens de leur singularité. [...] Ces différentes perspectives [...] ont en commun d'appréhender les politiques sociales comme des dispositifs de constitution du sujet. Le but étant de l'arracher aux héritages et aux institutions qui bornent son horizon, l'enferment dans sa condition et le privent de la possibilité de se donner un avenir. » (Rosanvallon, 2011 : 366-367)

Le problème des **droits sociaux** est qu'ils ne sont pas adaptés à des individus singuliers, ce qui peut conduire des travailleurs sociaux à culpabiliser les individus en contrepartie des aides sociales : « Si les droits sociaux sont appréhendés sur le modèle des droits civils et des droits politiques, ils s'adressent à l'individu universel et sont donc constitués par des possibilités

automatiques et inconditionnelles d'accès à des allocations ou à des services. Toute individualisation est dans ce cadre impossible et impensable. » (Rosanvallon, 2011 : 367-368)

Pour former une société des égaux où les individus ont accès aux droits sociaux, Rosanvallon voit nécessaire de redéfinir l'égalité qui fonde le politique autour de trois principes :

Premièrement, la **singularité** : « Il faut faire rentrer l'attention à la singularité dans les politiques publiques et ne pas se contenter d'envisager une gestion séparée du particulier et du général. [...] Une gestion plus individualisée, qui est porteuse d'une formée de judiciarisation du social n'est acceptable que si des formules de recours sont ouvertes pour limiter les possibilités de traitement arbitraire de l'individu par des travailleurs sociaux. » (Rosanvallon, 2011 : 368-369)

Deuxièmement, la **réciprocité** : « L'égalité-réciprocité repose en effet au premier chef sur le fait d'une égalité de traitement et d'engagement. Dès lors que les inégalités de situations en la matière ne sont pas clairement établies, la machine à fantasme est libre de s'emballer et de produire ses effets délétères. » (Rosanvallon, 2011 : 379). Les **biens relationnels** permettent le développement de la réciprocité : « Le respect et la reconnaissance [...] sont donc, eux, des biens proprement sociaux fondés, sur le principe d'une relation de réciprocité. [...] Il est donc essentiel de les promouvoir et de les protéger. » (Rosanvallon, 2011 : 375)

Troisièmement, la **communalité** : « Le citoyen [...] n'est plus seulement l'individu doté de droits personnels, il est aussi défini dans sa relation aux autres : il s'appréhende pour cela comme concitoyen. [...] On peut appeler communalité cette dimension de la citoyenneté comme forme sociale pour la distinguer de son autre dimension juridique. » (Rosanvallon, 2011 : 381-382). Le commun contribue au développement de la communalité, il prend différentes formes : le **commun-participation** : « il s'exprime dans le fait de vivre ensemble des événements. » (Rosanvallon, 2011 : 394), le **commun-intercompréhension**, « fondé sur le fait d'une connaissance réciproque. Celui-ci se nourrit de contacts et d'images, d'enquêtes et de récits de vie, de statistiques appropriées, d'analyses méthodiques autant que de reportages saisissants, mêlant les registres du savant et du sensible de la parole singulière et du fait social. » (Rosanvallon, 2011 : 394), et le **commun-circulation** : « peut se définir comme un partage de l'espace. Il est de l'ordre d'une civilité le plus souvent silencieuse, mais en même temps productrice de connaissance diffuse, d'échanges furtifs d'un sentiment de côte-à-côte, et par la même d'un éthos égalitaire. » (Rosanvallon, 2011 : 395)

III. MARTUCCELLI

1. *Capitalisme industriel*

Martuccelli développe son analyse principalement sur la société contemporaine, aussi il ne se place que vis-à-vis de la période du fordisme, une période de production de masse standardisée : « La croissance de la productivité était associée à une économie d'échelle opérant par homogénéisation des produits, déqualification du travail, salaires uniformes, formation de masse et, bien entendu, une consommation de masse de produits homogènes. » (Martuccelli, 2010 : 16)

Pendant cette période, il y a une tendance à homogénéisation qui traverse la société et pour cette raison, il était utile d'étudier les phénomènes sociaux à partir des classes sociales : « En s'appuyant sur la conception d'un conflit irréductible entre intérêts, elle a été paradoxalement un fabuleux mécanisme d'intégration politique et analytique. Mais les classes _ et le point est désormais un acquis de l'historiographie _ n'ont jamais été une donnée naturelle. Au contraire, elles ont été le fruit d'un long travail historique, autant politique qu'intellectuel, qui s'est avéré capable, grâce à un récit particulier, de produire au niveau des représentations collectives, un fort principe d'unité. » (Martuccelli, 2010 : 159). Cette étude des classes sociales impliquait la prise en compte de l'individu comme un personnage social typique dans sa classe sociale : « Pendant longtemps, le projet de la sociologie a consisté à comprendre les individus _ leurs actions ou leurs vécus _ à partir de leur positionnement dans l'espace social. C'est cette articulation, et cette modalité d'interprétation, qui condense l'idée de personnage social. » (Martuccelli, 2010 : 32)

2. *Capitalisme post-industriel*

Le capitalisme contemporain transforme la production de masse : « Le long-tail, la production en masse de produits à petit nombre, la maîtrise d'un marché de consommation de plus en plus fragmentée en petites niches, la consolidation d'une concurrence structurelle organisée autour de la capacité à répondre rapidement aux variations de la demande deviennent des facteurs clés de l'économie et du marketing. » (Martuccelli, 2010 : 16)

La production industrielle devient un facteur d'expansion de la singularité : « nous assistons à une généralisation de la tension entre standardisation et singularisation à presque toutes les situations. Notre monde est assailli _ et le sera chaque fois davantage _ à la fois par le poids de la démographie et des grands nombres, d'un côté, et de l'autre par un souci de la singularité. » (Martuccelli, 2010 : 27). La diversification de la production de masse s'articule avec une consommation plus singulière.

La singularité traverse de nombreux domaines de la société dont les **dispositifs institutionnels** : « Nombre d'entre eux visent, et de plus en plus, à contraindre les individus à revenir sur leur passé, sous la forme de bilans de compétences ou d'entretiens d'étape, s'accompagnant d'une logique d'intervention cherchant parfois à responsabiliser personnellement les acteurs des raisons de leurs difficultés ou de leurs échecs, d'autres fois à personnaliser les aides auxquelles ils peuvent avoir accès. » (Martuccelli, 2010 : 20). La montée de la singularité est aussi observable dans les exigences de la **justice** des individus : « Cette poussée de la singularité se manifeste également au niveau de nos exigences de justice. Ce qui, hier encore, symbolisait le propre de la justice _ le fait qu'elle devait se rendre les yeux bandés _ devient même parfois un des critères de l'injustice contemporaine, lorsqu'on n'a pas su tenir compte des variantes personnelles et contextuelles. » (Martuccelli, 2010 : 22)

La sociologie classique étudie les phénomènes sociaux à partir des logiques groupales (classes sociales, État, société etc.). Mais avec l'entrée dans le nouveau monde de la singularité, les phénomènes sociaux font plus de sens à partir des individus. Il faut donc développer une nouvelle **sensibilité analytique** à la singularité en sociologie : « La montée de la singularité invite la sociologie à développer une sensibilité capable à la fois de rendre compte des aspects structurels des phénomènes sociaux et des réponses individualisées des acteurs. » (Martuccelli, 2010 : 75). Pour développer une telle sensibilité, il faut que la méthode d'étude prennent compte de l'**élasticité** de la réalité : « D'un côté, il est indispensable de comprendre que la réalité est toujours sujette à controverse, remplacer donc le principe de réalité _ unique, homogène, transhistorique _ par une ligne de réalité _ multiple, hétérogène, historique. Il s'agit de refuser d'accepter l'idée qu'un monde social où il serait possible d'épouser les déterminations du cosmos. De l'autre côté, la reconnaissance de l'élasticité de la vie sociale exige, comme contrepoids de sagesse, d'accepter et de reconnaître de nouvelles formes de fragilité _ celles, bien entendues, qui nous font dépendre des autres et du monde, mais aussi, bien sûr, celle du monde tout court. Ouverts, au monde, nous sommes tous, toujours, vulnérables à ses crises, ses secousses, les tragédies qui frappent nos proches. » (Martuccelli, 2010 : 194). L'élasticité nous permet de comprendre que les individus de même position sociale sont singuliers. Il y a différents **états sociaux** derrière une même position sociale : « Ces états sociaux étant, pour continuer à filer la métaphore [du gruyère], les trous dans lesquels s'abritent et se glissent les individus. Et, hormis une minorité durablement et globalement protégée, la plupart des individus ont désormais le sentiment que leur état social n'est plus imperméable ni au changement ni à la détérioration. » (Martuccelli, 2010 : 138)

Martuccelli propose l'**individuation** comme approche sociologique pour étudier une société à partir du type d'individu qu'elle fabrique structurellement : « Dans bien des démarches contemporaines, la sociologie renonce tout simplement à sa vocation historique. L'individuation (et la démarche que nous suivons dans cette étude) tout en prenant des distances avec l'idée de société, est animée, en revanche et d'un bout à l'autre, par une perspective historique. [...] Le but

principal est de parvenir à rendre compte de manière unifiée des phénomènes sociaux et des manières plurielles, c'est-à-dire singulières, par lesquelles les individus les affrontent. Il convient alors de privilégier les façons dont l'individu éprouve les défis sociaux _ que ce soit en termes actifs, perceptifs ou positionnels. En effet [...], les grands défis du singularisme, tout en étant collectifs et structurels dans leur production, sont affrontés, pour l'essentiel, individuellement » (Martuccelli, 2010 : 70)

3. *Individu moderne*

Martuccelli se base sur la définition de l'individualisme de Tocqueville pour caractériser l'individualisme de la période du fordisme : « l'individualisme possède un minimum commun dénominateur : l'idée que les individus sont premiers par rapport à la société. » (Martuccelli, 2010 : 48). L'individualisme présente 4 caractéristiques principales :

1. Il se distingue de l'égoïsme : « L'égoïsme est un amour passionné et exagéré de soi-même », alors que l'individualisme est « un sentiment réfléchi et paisible qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables et à se retirer à l'écart avec sa famille et ses amis ». C'est dire aussi que l'égoïsme est « un vice aussi ancien que le monde », l'individualisme est en revanche « d'origine démocratique » amenant à définir et à cerner l'autre comme porteur des mêmes droits que soi. » (Martuccelli, 2010 : 48)
2. L'enjeu principal de l'individualisme est d'articuler l'autonomie de l'individu à l'ensemble de la société : « La tension majeure s'établit ainsi entre l'intérêt personnel et le bonheur collectif, mais il reste à comprendre, écrit Tocqueville « comment chaque homme entendra son intérêt individuel ». L'individualisme est donc inséparable d'une conception qui accorde à chacun le droit de se déterminer par lui-même et d'agir en fonction de ses préférences. L'autonomie, la capacité de l'individu de se donner sa propre norme, devient un enjeu central. » (Martuccelli, 2010 : 48)
3. Le danger central de l'individualisme est l'isolement des individus : « Le risque ultime est alors que l'individu abandonne la « grande société » elle-même » et qu'il finisse par vaquer à ses propres affaires en se constituant « une petite société à son usage ». Cet isolement ou, comme on la nommera plus tard, cette privatisation des individus apparaît ainsi comme la face sombre de la liberté des modernes comme l'appelle Benjamin Constant, ou la liberté négative comme on dirait plutôt aujourd'hui. » (Martuccelli, 2010 : 49)
4. L'individualisme est de nature politique : « C'est la démocratie, et surtout l'égalité, qui est la véritable matrice des sociétés modernes. Si l'individualisme émerge, bien

entendu, à la croisée d'une série de changements culturels et sociaux, son noyau central est indissociable de la démocratie et de l'exigence d'égalité que celle-ci inscrit dans toutes les relations sociales. [...] C'est dans l'égalitarisation effective du lien social, plus que dans les institutions politiques au sens restreint du terme, qu'il décèle l'état réel de la démocratie moderne. » (Martuccelli, 2010 : 49)

4. *Individu post-moderne*

Avec l'avènement du capitalisme contemporain, l'individualisme de Tocqueville cède la place au **singularisme** : « Dans le singularisme, l'idéal consiste à être quelqu'un, à se voir reconnaître comme quelqu'un, différent des autres, porteur d'une forme plurielle d'unicité et d'unité. [...] Le but n'est pas l'originalité, mais bel et bien la singularité, l'affirmation d'être quelqu'un d'autre que chacun de ses semblables. Disons-le sans ambages : si l'individualisme naît d'une méfiance envers la société, le singularisme ne s'affirme qu'à partir de la reconnaissance du commun. » (Martuccelli, 2010 : 51). Le singularisme présente 4 caractéristiques :

1. Dans le singularisme, l'idéal suprême est la **justesse de soi** : « Dans le cas de la justesse, le but est moins d'incarner un modèle universel de vertu (comme dans l'arête grecque), c'est-à-dire de donner forme à un modèle qui est déjà là, qui précède donc l'individu, que de parvenir à la réalisation singulière de soi la plus harmonieuse possible, à atteindre ainsi un idéal personnalisé en dehors de tout modèle d'évaluation et même _ à terme et comme idéal _ de toute idée de comparaison ou de concurrence avec autrui. » (Martuccelli, 2010 : 51). La quête de singularité ou de justesse de soi est contrariée par le désir de **renommée** : « Ici, la singularité, comme rapport serein de soi à soi, se dégrade dans un exhibitionnisme compulsif, dans le narcissisme, dans une obsession de visibilité, dans une perversion de l'originalité. » (Martuccelli, 2010 : 60)
2. Le singularisme repose sur la **conscience socialisée de soi**, ce qui amène à poser la question des supports dont un individu a besoin pour accomplir sa singularité : « D'un côté, l'individu prend acte, dans le cours le plus ordinaire de sa vie, de tout ce que son existence doit aux autres ; de l'autre côté, il se révèle profondément rongé par la lourdeur du défi inextricablement existentiel et social qui le contraint à supporter la vie dans de nouvelles conditions historiques. [...] Si l'individualisme consistait à faire de l'individu et de ses droits les pivots de la vie sociale et politique, le singularisme place plutôt la vie personnelle concrète, et l'ensemble des supports dont elle a besoin pour exister, au centre de la vie commune. Autrement dit, la conscience de soi propre au singularisme est inséparable de l'intersubjectivité mais, dans sa dimension sociale et

politique, elle excède cette seule exigence et ouvre l'étude à un ensemble de supports divers et variés. » (Martuccelli, 2010 : 57)

3. Le danger du singularisme est le **désintérêt envers l'égalité** : « La centration sur soi peut aller de pair avec un désintérêt envers l'égalité qui est, pourtant, toujours, le principal facteur structurel assurant la possibilité de la singularité. Ce n'est plus seulement de la légitimité des inégalités acquises dont il s'agit, ni même pas de l'égalité des chances effectives dans une société, mais de l'importance même de la lecture en termes d'égalité. La tolérance publique envers l'inégalité est un risque central de la singularité. » (Martuccelli, 2010 : 61)
4. L'expansion de la singularité est de **nature sociétale** : « À la différence de l'individualisme, le cœur du singularisme ne se trouve ni dans la démocratie et la politique ni d'ailleurs, ajoutons, dans la culture ou le romantisme. Il est plutôt véritablement sociétal : le résultat non voulu, mais central, d'un nombre disparate de processus structurels ; il dessine une tendance centrale vers laquelle viennent confluer, comme nous nous sommes efforcés de le laisser voir, un grand nombre de facteurs structurels. » (Martuccelli, 2010 : 62)

5. *Risque*

Martuccelli se distingue de Castel et Rosanvallon lorsqu'il approche le problème de l'accroissement des risques sociaux engendrés par le capitalisme contemporain. Plutôt que de partir de la société ou de l'État pour cerner quelques risques face auxquels les individus sont dorénavant responsabilisés (les risques sociaux, les nouveaux risques, etc. pour Castel et les risques de la « catégorie du risque » pour Rosanvallon), il propose d'étudier le processus d'individuation pour chercher et cerner les défis structurels que les individus sont contraints d'affronter dans leur contexte historique et social. Il présente l'épreuve, un outil macrosociologique pour décrire le mode d'individuation historique : « La mobilisation de la notion d'épreuve, dans le cadre de l'étude de l'individuation, en appelle ainsi à une écriture par condensation latitudinale et séquentielle des épreuves d'une vie. Une sorte d'histoire de vie collective _ celle propre à un ensemble socio-historique _ plutôt que celle d'une histoire personnelle à relents moraux ou existentiels. » (Martuccelli, 2010 : 95). Il existe donc un ensemble commun d'épreuves afin de décrire le mode d'individuation historique propre à un contexte social.

L'épreuve présente 4 caractéristiques :

1. L'épreuve repose sur le récit des **acteurs** plongés dans la vie sociale : « un acteur contraint d'affronter les défis auxquels le soumet son environnement. L'épreuve à

laquelle il doit faire face peut alors être conçue comme étant globale, extraordinaire ou commune; elle peut s'imposer ou non de manière différenciée aux individus, mais elle oblige en tout cas à interroger les différences sociales des acteurs (classes, âges, genre, groupes ethniques) en fonction des ressources qu'elles leur donnent ou non pour les affronter. » (Martuccelli, 2010 : 113). L'acteur peut toujours **agir-autrement** : « La possibilité permanente de l'agir- autrement doit être mise à l'actif non pas de l'acteur, mais de la vie sociale _ de l'être- ensemble _ en tant que tel. C'est dans le monde social lui-même et non pas dans l'individu que réside en dernière instance cette possibilité irrépressible d'action. C'est la manière sui generis dont la vie sociale conditionne nos actions (les contraint ou les habilite) qui en rend compte. » (Martuccelli, 2010 : 104)

2. L'épreuve suppose des conceptions particulières des acteurs. Il s'agit d'analyser les expériences éprouvées comme intimes et subjectives pour cerner des éléments importants pour comprendre les phénomènes sociaux. Le **pâtir** des acteurs est mobilisé comme l'analyseur de la société : « Parfois, comme l'indique la notion d'« expérience », prise au sens fort du terme, il est nécessaire de reconnaître que la traversée de certaines épreuves modifie en profondeur la personne de celui qui les subit. Qu'il s'agisse de comprendre un texte ou une œuvre d'art, de se confronter à un événement ou à une situation difficile, dans tous les cas, l'épreuve implique sinon une transformation radicale au moins une forte implication de soi. L'épreuve est indissociable de son pâtir. Or, ce pâtir, ressenti individuellement, n'est ni solidaire ni solipsiste. En exprimant ce que chacun éprouve, l'individu est forcé de passer par des formes culturelles collectives. » (Martuccelli, 2010 : 115)
3. L'épreuve est une **évaluation** de l'acteur : « il faut comprendre l'épreuve non seulement en référence à des tests formalisés ou à des logiques institutionnalisées (sous forme de controverses de justice), mais comme des évaluations communes, parfois explicites, souvent implicites, auxquelles sont désormais confrontés les individus. » (Martuccelli, 2010 : 121-122). À travers l'évaluation s'opère un processus de sélection sociale dans lequel l'individu est responsable de son **classement**. Ce processus est permanent, car l'individu peut toujours répéter l'épreuve et agir autrement pour changer son classement : « Dans ce contexte, la sélection, par le biais des épreuves communes, est avant tout permanente. Le caractère réversible ou non d'une épreuve devient alors un critère de justice et un critère liminaire de classement. » (Martuccelli, 2010 : 123).
4. L'épreuve se caractérise par une **historicité radicale** : « Il s'agit non seulement de comprendre comment les individus font face à des changements [...] mais de parvenir, en partant de l'expérience des acteurs, à une intelligence historique élargie de la société dans laquelle ils vivent. C'est donc un va-et-vient historique d'un type particulier entre

le singulier et le commun qui s'agit de cerner. » (Martuccelli, 2010 : 144). Il est possible de trouver de nombreux mécanismes institutionnels et de registres analytiques, mais pour rester opérationnelle, l'étude doit se limiter à un ensemble d'épreuves jugé important pour le contexte historique et social. Martuccelli donne l'exemple d'un ensemble d'épreuves en France : « Il a été [...] possible de distinguer, dans le processus d'individuation, un ensemble de quatre épreuves de ce type [institutionnel] : école, travail, ville, famille). Mais une deuxième série d'épreuves est également présente, que l'on peut, de manière large, caractériser comme renvoyant à différentes dimensions du lien social : rapport à l'histoire, aux collectifs, aux autres, à soi-même. Cette double série, nullement exhaustive, permet, à un haut degré d'abstraction, de rendre compte des grands mécanismes de production de l'individuation. » (Martuccelli, 2010 : 146)

6. Support

En développant la notion d'épreuve, Martuccelli traite des supports d'une manière différente de Castel et Rosanvallon. Il ne présente pas les supports pour pouvoir affronter certains risques (par exemple : la propriété privée ou les aides sociales pour Castel et les droits sociaux pour Rosanvallon). Il voit qu'on ne peut pas juger ce qu'est ou n'est pas un support pour un individu. Les supports sont singuliers et ce n'est qu'à partir de l'analyse des épreuves que l'on peut découvrir les supports utilisés par les individus pour confronter les défis structurels : « Les supports désignent un ensemble de facteurs, matériels ou symboliques, proches ou lointains conscients ou inconscients, activement structurés ou passivement subis, toujours réels dans leurs effets, et sans lesquels, à proprement parler, il ne pourrait pas y avoir d'individu. Ils ne peuvent dès lors qu'être multiples dans leur nature (personnes, activités, ressources...), mais semblables dans leurs fonctions. » (Martuccelli, 2010 : 56)

Martuccelli ne développe pas sur les supports dans *La société singulariste*, mais on est allé chercher des exemples de supports dans *Grammaires de l'individu* (2002). Il donne quatre exemples :

1. Les supports invisibles, des supports symboliques pour les individus privilégiés : « Ce qui devient l'élément le plus marquant de la puissance sociale c'est à la fois l'ostentation du manque du temps [...] et celle du suremploi du temps. De ce point de vue, la principale utilité de l'agenda, notamment lorsqu'il est géré par une (ou plusieurs) secrétaire(s), est de manifester publiquement le manque de disponibilité de son possesseur. Cette expérience de manque de temps, comme les tensions morales et psychiques qui vont de pair sont un coût inévitable à payer afin d'exhiber face aux autres l'épreuve de sa propre importance sociale. » (Martuccelli, 2002 : 86)

2. Les **supports stigmatisants**. Les aides financières des institutions sont stigmatisantes pour les bénéficiaires puisqu'ils se sentent indignés lorsqu'ils les reçoivent : « Étant donné la valeur que l'Occident a donnée à la représentation d'un individu maître de lui-même, le recours à des points externes d'appui est d'autant mieux accepté qu'ils sont soigneusement cachés, individuellement ou collectivement, à l'acteur lui-même. C'est pourquoi le recours ouvert à des soutiens externes est toujours une source de stigmatisation. [...] ces supports sont massivement désignés comme des dépendances puisqu'ils sont à la fois, trop visibles, non maîtrisés et unilatéraux. » (Martuccelli, 2002 : 98-99)
3. Les **supports pathologiques**. Selon Ehrenberg, les drogues peuvent être des supports pour permettent aux individus s'adapter au monde, d'avoir la maîtrise de soi : « Ce sont les « dépendances confortables », dont parle encore Ehrenberg, toutes ces figures qui passent par une reconnaissance de nos dépendances, dont l'expression peut être majeure est l'individu « substitué », l'héroïnomane sous méthadone. C'est-à-dire celui qui est capable de mener, à l'aide d'une situation pour le moins ambivalente de sortie de la dépendance, une vie normale. Mais bien plus largement, cela fait référence à tous les médicaments de confort issus, d'une manière ou d'une autre, du trouble du rapport à soi, et opérant tantôt en diminuant les symptômes d'anxiété, tantôt en comblant les déficits d'énergie. » (Martuccelli, 2002 : 111)
4. Les **supports avouables**, des supports relationnels : « Un ensemble de dépendance fort ambiguës où l'individu se livre aux autres mais en totale sécurité affective, comme c'est le cas, par exemple, à propos des relations établies avec des animaux ou encore marquées par un certain anonymat (comme les contextes téléphoniques ou les « sites de bavardage »). En réalité, ces dépendances sont d'autant plus avouables qu'elles se présentent comme étant, sinon sous maîtrise, au moins réciproques. » (Martuccelli, 2002 : 112-113)

L'ANALYSE DE L'INDIVIDU CONTEMPORAIN

Dans la première partie, on a présenté en détail les concepts et les sous-concepts qui s'articulent entre eux. Dans cette deuxième partie, grâce à la première partie, on reconstruit les raisonnements des auteurs de telle manière à exposer leur perspective d'analyse, et on démontre ensuite comment ces perspectives expliquent l'interprétation de l'individu contemporain.

1. *Le social*

Castel, qui est préoccupé par l'insécurité sociale dans la société contemporaine, construit son raisonnement analytique autour du travail et des droits sociaux. Ce sont ces deux éléments, le travail et les droits sociaux, qui constituent pour lui le social. Il étudie le « changement » du social, c'est-à-dire, qu'il analyse l'histoire pour comprendre l'insécurité sociale actuelle, il explique dans *Penser le changement*, que l'histoire n'est pas une répétition du même ; « elle est une articulation du même et de l'autre qui débouche sur une situation nouvelle et que l'on peut aussi appeler une métamorphose. » (Castel, 2012 :39). Il se concentre particulièrement sur l'analyse du changement du capitalisme, et son impact sur le social au tournant des années 1980.

C'est au début 20^e siècle que l'État commence à jouer un rôle social : il assure une sécurité sociale aux ouvriers en rattachant la propriété sociale, un socle de droits et de protections sociales, au statut du travail. C'est donc au début du 20^e siècle, que le social commence pour Castel. L'intégration dans le social se faisait essentiellement grâce à l'inscription des ouvriers dans des collectifs structurés (des collectifs de travail avec des syndicats et une régulation collective des droits sociaux et des protections sociales). Les ouvriers des grandes entreprises, pendant la période industrielle, avaient des tâches répétitives et travaillaient en collectifs, ce qui les désindividualisait et leurs permettait de s'unir facilement pour défendre leurs droits. Avec la propriété sociale, les ouvriers deviennent protégés contre quelques risques sociaux (l'accident, la maladie, la vieillesse, etc.), puis ils deviennent enfin reconnus comme des individus à part entière. En effet, selon Castel, être un individu n'est pas donné d'emblée dans la société : pour être indépendant et pour obtenir la citoyenneté politique, la propriété privée est nécessaire (la propriété est une condition pour accéder à la citoyenneté selon la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen). La propriété sociale joue le rôle de la propriété privée pour les ouvriers, et leur permet d'avoir les moyens nécessaires pour être indépendants et accéder à la citoyenneté sociale.

Après la Seconde Guerre mondiale, le régime de protection sociale de l'État se déploie et se perfectionne : il s'étend à la quasi-totalité de la population grâce à la généralisation du salariat. Pendant la période des Trente glorieuses, il y a une généralisation des assurances sociales, un développement du droit du travail et des conventions collectives et une consolidation d'une

condition salariale. C'est particulièrement vers la fin des années 1960 que la grande majorité des individus actifs accèdent au salariat : il se forme alors une « société salariale », une société où les différentes catégories coopèrent et partagent les bénéfices de la croissance économique grâce aux redistributions de droits et de protections sociales. Cette société salariale entraîne « un compromis social », c'est-à-dire un certain équilibre entre l'économique et le social.

L'ordre social des Trente glorieuses est bouleversé avec l'avènement du capitalisme contemporain au début des années 1980. Ce nouveau capitalisme entraîne une division du travail à l'échelle mondiale : les régions périphériques de la planète offrent des opportunités qui affectent les économies des nations les plus puissantes. Puis, la nature du travail se transforme : les entreprises demandent des travailleurs « jetables », c'est-à-dire, des travailleurs qualifiés, polyvalents et mobiles qui peuvent s'adapter aux changements incessants, se recycler et prendre des initiatives. Les tâches de travail s'individualisent et les travailleurs ne travaillent plus en collectifs : le plus souvent, ils ne se connectent que de temps en temps pour des projets et se séparent pour travailler sur leur tâche individuelle le reste du temps. Ce nouveau capitalisme conduit à la multiplication des contrats atypiques (à temps déterminé, à temps partiel, intérim, etc.), ensuite, en plus d'avoir produit un chômage de masse, il a entraîné la création de nouveaux risques sociaux liés au travail, dont le risque-précarité (un groupe d'actifs dans des situations très hétérogènes qui vivent dans l'insécurité sociale) et le non-emploi (un groupe de chômeurs susceptibles de ne jamais trouver d'emploi). La nouvelle organisation du travail et les nouveaux risques liés au travail ont produit une « décollectivisation du travail » : les syndicats et les collectifs militants perdent leur centralité dans la société, car les travailleurs sont toujours sous la pression d'être mobiles, adaptables et flexibles et sous la menace du chômage, ils sont mis en concurrence et conduits à jouer le jeu de la concurrence.

Il y a donc eu une véritable dégradation du statut de l'emploi à partir des années 1980. Cette dégradation affecte le fonctionnement de l'État social : le chômage et la précarité du travail minent le principal pilier à partir duquel l'État social déploie son rôle de protecteur social. C'est à partir du travail et des cotisations salariales qu'il pouvait protéger la majorité des individus pendant les Trente glorieuses. Se dessine alors une nouvelle philosophie des missions de l'État social : au lieu d'être le garant de l'intégration sociale de tous les citoyens à travers des règles et des droits universels, il se réduit à opérer des interventions ciblées sur les individus les plus défavorisés tout en les appelant à participer activement en contrepartie. Pour pouvoir bénéficier de ses aides, il faut manquer de ressources, être sans travail, appartenir à une famille dissociée, vivre dans les espaces urbains dégradés, etc.

Ainsi, le rapport au travail s'est transformé et a bousculé le social. Certains individus possèdent un très bon rapport au travail, car ils maximisent leurs chances et deviennent hyper-compétitifs, mais d'autres ont un rapport au travail incertain qui ne leur permet pas de garantir leur sécurité sociale. Pour Castel, il est nécessaire de défendre l'État social, car il est toujours le principal grand pourvoyeur de protections et d'aides sociales. L'État doit réaffirmer les droits universels et

veiller à appliquer des aides et des interventions à caractère universelles _ surtout des aides qui aident les individus à intégrer le monde du travail.

En somme, depuis le début du 20e siècle jusqu'à nos jours, le social est toujours défini de la même manière : c'est toujours le travail et la propriété sociale qui permettent aux individus, qui ne possèdent pas de propriété privée, d'assurer leur sécurité sociale.

1.2 L'individu contemporain (le social)

L'individu moderne pour Castel est l'individu propriétaire qui participe à la vie politique et sociale. Au début de la modernité, ce ne sont que les propriétaires de biens privés qui sont indépendants et reconnus comme des membres à part entière de la société. Ce n'est qu'au début du 20e siècle, que les non-propriétaires accèdent au statut d'individu grâce à la propriété sociale rattachée au statut du travail. Cette propriété sociale joue le rôle de la propriété privée et donne tous les supports nécessaires pour être libres et indépendants (des droits sociaux, des aides sociales, etc.). Ainsi pour Castel, c'est la propriété qui définit l'individu et c'est la propriété sociale qui permet à la majorité des individus de devenir des individus reconnus comme tels dans la société.

Avec le capitalisme contemporain, les inégalités de richesses augmentent et de plus en plus d'individus se retrouvent sans supports, car ils n'ont pas de propriété privée et n'ont pas de rapport au travail stable qui leur permet d'accéder à la propriété sociale. Castel observe l'avènement de deux nouveaux profils d'individu contemporain: l'individu par excès, le gagnant du capitalisme, et l'individu par défaut, le perdant.

- Les individus par excès regorgent de ressources. Ils sont passionnés par eux-mêmes et cherchent à toujours être plus performants. Ils peuvent recourir à des groupes de gestalt-thérapie, d'analyse transactionnelle, etc. pour s'améliorer. Ils sont isolés de la société, laissant derrière eux les déterminations sociales et politiques.
- Les individus par défaut manquent des ressources pour devenir des individus à part entière. Ils ne manquent pas de rêves et d'aspirations, mais ils ne peuvent devenir les individus qu'ils aspirent à devenir. Leur rapport au travail ne leur permet pas d'assurer un minimum d'indépendance sociale et ne leur permet pas de diriger leur avenir. Ils vivent au jour le jour, dépendants des aides diverses. Les individus par défaut sont très hétérogènes : les jeunes qui galèrent, les chômeurs de longue durée, les femmes monoparentales, ainsi que les travailleurs pauvres ou précaires.

Ainsi, pour Castel, l'individu contemporain est défini de la même façon que l'individu moderne : c'est la propriété qui fait de lui un individu à part entière. L'individu par défaut ne peut pas devenir un individu s'il ne reçoit pas des ressources économiques ou sociales. Ce n'est que le social _ le travail et la propriété sociale _ qui permet à la majorité des individus de devenir des individus à part entière.

2. *Le politique*

On constate aujourd'hui un « déchirement de la démocratie ». Pourquoi ? Selon Rosanvallon, c'est parce que les principes sur lesquels a été fondée l'égalité pendant la Révolution française ne font plus de sens depuis le début des années 1980. Il faut redéfinir l'égalité à partir de nouveaux principes pour fonder une société des égaux à l'âge de la modernité contemporaine. Ainsi, c'est l'égalité et les principes qui la définissent qui renvoient au « politique » pour Rosanvallon.

Pendant la Révolution française, le politique est fondé sur une notion d'égalité qui repose sur trois principes :

- La similarité entre les individus, c'est-à-dire le rapprochement psychologique des individus ou la possibilité pour eux de se projeter dans la condition des autres, que ce soit sur le mode avantageux d'une amélioration de leur position sociale ou d'un mode pessimiste de se retrouver dans une pire situation.
- L'autonomie des individus _ qui ne se confond pas avec un individualisme compris comme un état de séparation par rapport aux autres _ ne prend du sens qu'à partir des autres. Pour être autonome et inventer sa vie, il faut être libéré de toutes dépendances, et c'est seulement dans une société composée d'individus indépendants qu'il est possible pour tous les individus d'avoir une telle liberté.
- La citoyenneté des individus, c'est-à-dire, la reconnaissance de leurs droits et de leurs statuts comme membres à part entière de la communauté. Être citoyen signifie être individu et peuple, cette figure de l'égalité est « à la fois de l'ordre d'une mesure et d'une relation ».

Au début de l'industrialisation, cette notion d'égalité est pervertie par les libéraux et les conservateurs pour justifier les inégalités de conditions entre les ouvriers et les bourgeois. Pour Rosanvallon, ce n'est qu'à la suite de la Première Guerre mondiale, que les principes de l'égalité-révolutionnaire regagnent enfin leur valeur, grâce au sentiment de dette sociale contracté par l'ensemble des individus à cause de l'expérience terrifiante de la guerre. Cette dette sociale est centrale dans le raisonnement de Rosanvallon, elle permet le rapprochement des individus entre eux et conduit à la simplification de toute règle perverse de justice car la société

devient comprise comme un corps. La justice sociale se transforme : elle ne repose plus sur un impératif moral de charité, elle vise dorénavant à garantir un minimum de droits et de protections sociales à tous les citoyens.

La dette sociale permet la création de l'impôt progressif sur le revenu et la mise en place de l'État-providence comme garant contre l'insécurité sociale. L'impôt progressif sur le revenu est institué pour des raisons structurelles de redistribution des richesses. Ce dernier permet de corriger la répartition du revenu opéré par le marché, dérivé des principes de liberté et de propriété privée. L'impôt est donc fondé sur un système d'interdépendance dans lequel il était impossible d'isoler la part de chacun. L'État-providence devient l'assureur contre les principaux risques de la vie inclus dans une « catégorie du risque » (la maladie, la vieillesse, les accidents....). C'est grâce à la solidarité et au voile d'ignorance que cette catégorie du risque a pu être considérée ; le voile d'ignorance de Rawls signifie que les individus prévoient qu'ils seront peut-être eux-mêmes les plus défavorisés, ils ignorent les différences des situations initiales et des probabilités futures. Les mécanismes de l'impôt et de l'assurance sociale se perfectionnent après la Seconde Guerre mondiale, car le sentiment de dette sociale se renforce, de plus, le budget social de l'État connaît une importante croissance qui lui permet d'intervenir dans de nombreux domaines de la vie comme l'éducation, la santé, le logement ou les transports. Tout au long des Trente glorieuses, les inégalités diminuent.

Les mécanismes de redistribution se retrouvent bouleversés au début des années 1980. Le nouveau capitalisme contemporain marque l'entrée dans un âge de la singularité : dorénavant, tout le monde cherche à se distinguer pour ses différences (sa race, son sexe, sa sexualité, etc.). Ce nouvel âge entraîne une déchirure du voile d'ignorance sous lequel fonctionnaient les mécanismes de redistribution; les individus commencent à se rendre compte des différences. Il se produit une ré-objectivation de l'impératif de la solidarité (le souci des générations futures remplace celui des prolétaires) et une dés-objectivation du malheur (la pauvreté est justifiée par la paresse). L'accroissement des connaissances des différences conduit ainsi à la délégitimation de l'impôt sur le revenu et à la perte d'influence sociale de l'État-providence. L'État perd sa fonction universelle et devient un État service ou capacitant qui se réduit à distribuer des aides sociales ciblées à certains individus particulièrement défavorisés, tout en pénétrant leurs vies pour évaluer leurs conduites.

Les inégalités augmentent avec le nouveau capitalisme et de plus en plus d'individus se retrouvent sans aides ou protections sociales. Le problème est que les principes de l'égalité à partir desquels a été fondé le politique ne sont pas adaptés à une société de singularité, les droits sociaux sont créés sur le modèle des droits civils et des droits politiques ; ils s'adressent donc à l'individu universel et toute individualisation des droits est impossible dans ce cadre.

Rosanvallon voit nécessaire de repenser l'égalité et ses principes autour de la singularité de manière à créer des droits et des politiques publiques adaptés à des individus singuliers. L'enjeu principal est de créer une économie politique élargie du lien social qui pourrait permettre de fonder une véritable théorie de l'égalité intégrant différentes dimensions pour donner des bases

universalisables aux actions politiques. Rosanvallon interprète trois principes de l'égalité qui pourraient refonder le politique à l'ère contemporaine :

- La singularité. Il faut faire rentrer l'attention de la singularité dans l'élaboration des politiques publiques, il ne faut donc pas gérer séparément le particulier et le général. Il faut aussi limiter les possibilités de traitement arbitraire de l'individu par des travailleurs sociaux.
- La réciprocité repose sur l'égalité de traitement d'engagement. Elle implique de toujours rester transparent et juste, il est donc nécessaire que les utilisations de la machine fiscale sociale soient très claires et transparentes pour créer de la confiance. Il faut que tout le monde s'implique dans la réciprocité pour que l'égalité soit vivante aux yeux de tous.
- La communalité. La citoyenneté politique ne repose pas seulement sur la dimension juridique et le suffrage universel, elle a aussi une dimension sociale : elle implique de rentrer dans une relation avec ses concitoyens, c'est cette relation que Rosanvallon a appelé la communalité. C'est grâce à la communalité que les principes de l'égalité révolutionnaire ont pu se manifester, et c'est aussi grâce à la communalité que l'on peut fonder une société des égaux à l'ère contemporaine.

En somme, les trois principes de l'égalité qui fondent le politique (la similarité, la citoyenneté, l'autonomie) ne fonctionnent plus dans la société actuelle. Il faut passer à de nouveaux principes (la singularité, la réciprocité, la communalité) pour refonder le politique à partir de la singularité. Bien que l'ordre politique s'est transformé pour Rosanvallon, il implique toujours le sentiment de solidarité entre les individus _ ce sentiment est clairement illustré à travers le concept de « dette sociale » ; une dette sociale qui avait permis de raviver l'égalité au sein de la nation.

2.1. L'individu contemporain (le politique)

Rosanvallon voit nécessaire de repenser les principes de l'égalité car l'individu s'est transformé au tournant des années 1980 : il est passé de l'individu universel à l'individu singulier.

Pendant la Révolution française, c'est grâce à l'individualisme d'universalité que les trois principes de l'égalité-révolutionnaire (similarité, citoyenneté et autonomie) ont pu fonder le politique. L'individu universel se considère semblable aux autres sur la base de sa similarité et de son humanité ; il ne cherche pas à se distinguer pour ses différences ou ses particularités. L'individu universel est « en son essence un individu-principe, juridique et politique ». (Rosanvallon, 2011 :306)

À partir des années 1980, un nouvel individualisme de singularité s'impose dans la société. Rosanvallon interprète ce nouvel individualisme comme une généralisation d'un ancien individualisme de distinction qui avait surgi parmi les artistes à la fin du 19^e siècle : ces artistes manifestaient leur identité sous la forme d'une rupture avec le commun et formaient des liens sociaux seulement sur la base d'une similarité choisie. L'individualisme de singularité démocratise et banalise l'individualisme de distinction, il fait que tous les individus agissent comme des artistes ; chacun s'identifie à un groupe sur la base d'une similarité choisie. Rosanvallon explique qu'il y a un séparatisme social qui se dissémine dans la totalité du corps social, les riches se séparent de la société et les individus des classes moyennes et populaires se divisent en petits groupes ; partout on observe des comportements d'éviction et de distinction. Avec cet individualisme, l'égalité change de sens pour les individus. L'individu singulier se considère semblable aux autres seulement s'il est reconnu pour sa similarité ou son humanité et aussi pour ses particularités, afin de ne pas être considéré comme un numéro.

Avec l'individualisme de singularité, il y a une nouvelle forme proprement contemporaine de créations d'inégalités. Les inégalités sont créées par un déni croisé de similarité et de singularité et elles conduisent à la réapparition d'anciennes formes d'exclusion sociale et politique d'une partie des citoyens. Les sujets discriminés ne sont pas reconnus, ni pour leur universalité, ni pour leurs particularités, car ils sont associés à un groupe de singularité jugé dépréciatif et diminutif : par exemple, ils sont réduits à leur origine ethnique, à leur sexe ou à leur sexualité. Toutes leurs autres particularités personnelles sont occultées, on ne leur reconnaît donc pas dans leur véritable singularité, on les enferme dans une catégorie liée au sexe, à la race, à la classe, etc.

Rosanvallon interprète l'individu toujours vis-à-vis de l'égalité ; c'est toujours le politique qui est primaire dans son raisonnement. Il interprète qu'avec l'avènement de la nouvelle modernité, l'attitude des individus change face à l'égalité ; ils considèrent dorénavant que l'égalité inclut une reconnaissance des particularités. Donc ils se transforment en tant qu'individus _ ils deviennent tels des artistes du 19^e siècle. Pour que chacun se ressente comme un semblable dans la société, il faut refonder le politique autour de la singularité pour créer une reconnaissance dynamique des particularités.

3. *Le sociétal*

L'avènement de la modernité contemporaine entraîne une expansion de la singularité qui transforme le rapport de l'individu à la vie sociale : ce n'est plus l'égalité et la politique qui déterminent ce rapport, mais sa vie personnelle et sa singularité. C'est ainsi que Martuccelli construit son raisonnement autour du rapport de l'individu au monde, c'est ce rapport qui définit sa perspective « sociétale ».

La cause primaire de l'expansion de la singularité est la transformation du capitalisme au début 1980. Après une période de forte standardisation des produits, nous sommes passés à un nouvel âge de la production dominé par la personnalisation des produits : les industries détectent la volatilité des goûts des consommateurs pour mettre en place une distillation de la production en petites gammes, toujours en transformation. Selon Martuccelli, la production industrielle, qui était un puissant facteur d'homogénéité, est passée à une des sources structurelles de l'expansion de la singularité. On est donc passé à un nouvel âge de la production, qui signifie aussi l'entrée dans un nouveau monde de la singularité _ comme si la nouvelle singularité des produits s'était transférée aux individus.

L'expansion de la singularité se reprend dans différents domaines de la vie. Elle est clairement observable du côté des institutions. À travers leurs interventions, les institutions visent de plus à responsabiliser des acteurs pour leurs difficultés, à les contraindre à revenir sur le passé pour voir ce qu'ils ont fait pour en arriver à leur situation. Les interventions se sont ainsi personnalisées. Martuccelli explique que le rapport des individus aux institutions a changé : avant, la vie sociale devait reposer sur des règles rationnelles et efficaces, mais avec l'expansion de la singularité, les institutions cherchent à trouver des manières de se centrer sur les singularités.

La poussée de la singularité est aussi observable vis-à-vis des exigences de la justice des individus. La sensibilité aux inégalités s'est accrue (comme les inégalités liées au sexe, à l'ethnicité, etc.). Désormais, les individus sont beaucoup plus conscients des différences et des singularités. Pendant la période de production standardisée, l'important pour les individus était la subsomption du particulier dans le général et depuis la montée de la singularité, l'important est de tenir compte des éléments personnels et contextuels pour décider de la justice. Bref, les individus sont devenus beaucoup plus sensibles aux qualités personnelles.

En somme, pour Martuccelli, le nouveau monde de la singularité, qui est le résultat de nombreux processus disparates, a transformé le rapport au monde des individus : ils deviennent plongés dans le social, car ce n'est plus l'égalité, mais leur singularité qui détermine leur vie sociale. Comme ils sont placés au centre de la vie sociale, ils se sentent vulnérables face à toutes les secousses de la modernité et responsables de tous les malheurs qui leur arrivent.

Martuccelli analyse que ce nouvel âge de la singularité pose un problème pour la pratique de la sociologie. En effet, comme les vies personnelles sont dorénavant au centre de la vie sociale, les phénomènes sociaux issus du collectif sont ressentis et affrontés individuellement. Donc, les phénomènes sociaux font moins de sens à partir des logiques groupales tels la société, l'État ou les classes sociales et plus à partir des individus et de leur singularité. Martuccelli voit nécessaire de développer une nouvelle sensibilité à la singularité en sociologie. Il propose, pour le faire, de déplacer le centre de gravité en sociologie de l'idée de société vers le processus d'individuation : une méthode sociologique animée par une perspective historique, qui vise à étudier les enjeux sociétaux à l'échelle des individus. Martuccelli présente l'épreuve comme opérateur

macrosociologique pour étudier l'individuation, un opérateur qui permet de dégager les enjeux communs de la vie sociale à partir des récits des individus.

3.1. *L'individu contemporain (le sociétal)*

Avec la transformation du rapport au monde de l'individu, il y a une profonde transformation de l'individualisme : l'individualisme politique de Tocqueville passe au singularisme. Bien que la société soit toujours individualiste, faisant du primat de l'individu un principe ordonnateur de la vie sociale, elle ne l'est plus selon les termes établis par Tocqueville. Le singularisme ne repose pas principalement sur l'égalité et le politique comme l'a été l'individualisme : il repose sur la singularité.

Dans le singularisme, l'idéal n'est pas l'autonomie (comme dans l'individualisme), mais la justesse de soi, un idéal personnel qui n'est pas nécessairement exemplaire. Avec l'expansion de la singularité, l'individu est responsabilisé de tout ce qui lui arrive et sa vie personnelle est au centre de la vie sociale. Il doit affronter individuellement des épreuves issues du contexte historique, et c'est en les affrontant qu'il développe sa singularité. Il traverse les épreuves à partir de la justesse de soi pour pouvoir réussir sa singularité de la meilleure façon qu'il peut. Cette justesse de soi n'implique pas de comparaison ou de concurrence à autrui, elle est complètement personnelle puisque l'individu est seul face aux épreuves tout au long de sa vie. Comme la vie personnelle est au centre de la vie sociale, l'individu ne se distancie pas des autres, au contraire, il reconnaît son besoin des autres car il doit toujours trouver des supports personnels pour dépasser les épreuves et développer sa singularité.

Dans l'individualisme, ce sont les droits politiques et sociaux qui sont au centre de la vie commune. Le problème principal de la société est de concilier les droits avec le bonheur collectif. Dans le singularisme en revanche, la vie personnelle est au centre de la vie sociale, donc c'est l'individu et ses supports, dont il a besoin pour affronter les épreuves, qui deviennent le pivot de la vie sociale. Les supports sont multitudes, il est difficile de juger ce qu'est ou n'est pas un support; ils peuvent être invisibles, matériels, symboliques etc. Pour les cerner, il faut étudier les épreuves pour découvrir les supports utilisés par les individus lorsqu'ils agissent.

Le danger du singularisme se distingue de celui de l'individualisme de Tocqueville : dans l'individualisme, le danger est pour l'individu de s'isoler complètement de la vie sociale et politique alors que dans le singularisme, le danger est principalement le désintérêt croissant envers l'égalité; il est possible que les inégalités de richesses soient de plus en plus tolérées car en étant centrés sur leurs singularités, les individus peuvent devenir plus concernés par ce qui les empêche de réussir leur singularité que par leurs égalité aux autres.

Ainsi, on constate que pour Martuccelli, de sa perspective sociétale, le passage de l'individualisme au singularisme est lié à la transformation du rapport de l'individu au monde (ce rapport qui était déterminé par l'égalité, est dorénavant déterminé par la singularité). L'idéal de l'individu n'est plus l'autonomie, mais la justesse de soi. L'individu développe sa singularité lorsqu'il affronte des épreuves communes, et comme il doit toujours les affronter seul, sa singularité vise une justesse de soi personnelle. En d'autres mots, sa quête de justesse de soi ne peut qu'être personnelle, puisque c'est sa vie personnelle qui détermine sa vie sociale et son avenir.

Conclusion de l'analyse de l'individu contemporain

Suite à la présentation détaillée des concepts, on a pu analyser les concepts, et plus généralement, le fil d'analyse de chacun des auteurs, pour exposer leur perspective analytique différente. On a déduit que le raisonnement social (Castel) tourne autour du travail et de la propriété sociale, celui politique (Rosanvallon) se base sur les principes qui fondent l'égalité et le raisonnement sociétal (Martuccelli) repose sur l'individu et son rapport au monde. Chacun des auteurs développe ses concepts et son analyse de la transformation de la modernité, autour de sa perspective particulière.

Les différences entre le social, le politique et le sociétal sont particulièrement claires dans ces quatre exemples :

- *La société des semblables*, social vs politique : Pour Castel, une société des semblables est une société où tous les membres disposent des ressources et des droits de base nécessaires pour s'inscrire dans la vie politique et sociale. Castel voit ainsi que la citoyenneté politique, qui résulte de la propriété privée, et la citoyenneté sociale, qui résulte de la propriété sociale, sont complémentaires pour fonder une telle société. Ce n'est qu'à partir du début du 20^e siècle, lorsque les non-propriétaires ont commencé à obtenir la citoyenneté sociale, qu'il a été possible de songer à une société des semblables. Pour Rosanvallon, une société des semblables est différente, elle se définit comme une société où chacun peut se projeter dans la condition des autres, que ce soit sur le mode avantageux ou pessimiste. Elle implique une sorte de rapprochement psychologique entre les acteurs. C'est à partir de la Révolution française, lorsque ce n'est plus seulement la noblesse qui peut accéder à la citoyenneté politique, qu'il est devenu possible de penser à une société des semblables. On voit donc pour Castel, c'est la citoyenneté sociale qui est fondamentale pour la société des semblables, alors que pour Rosanvallon, c'est la citoyenneté politique.

- *Les supports*, social vs sociétal : Pour Castel, les supports nécessaires pour que l'individu puisse se conduire comme un acteur social libre et indépendant, sont la propriété privée ou la

propriété sociale (les droits sociaux, les assistances sociales, etc.). C'est à partir de cette vision des supports qu'il interprète des individus par défaut, des individus qui ne possèdent aucun support, qui ne peuvent pas agir comme des acteurs indépendants ou diriger leur avenir, car ils n'ont pas de propriété privée et n'ont pas d'accès à la propriété sociale à cause de leur rapport au travail incertain. Martuccelli, du point de vue du sociétal, voit qu'il n'existe jamais d'individus sans supports : pour lui, les supports ne sont pas seulement les ressources économiques ou sociales ; ils sont multinationales et les individus peuvent toujours en trouver dans leur contexte social. C'est justement parce qu'ils possèdent toujours des supports qu'ils peuvent toujours agir autrement dans la vie. Les supports sont divers et immesurables : on ne peut pas juger ce qu'est un support ou ce qui ne l'est pas. Pour comprendre la nature réelle des supports, il faut analyser les épreuves pour ensuite dégager, analyser et critiquer les supports mobilisés par les individus lorsqu'ils agissent. Martuccelli donne quelques exemples de supports dans *Grammaires de l'individu* : les supports avouables (l'amour), les supports stigmatisants (les aides d'États), les supports pathologiques (la dépression et les drogues pour plus d'agilité psychique), etc.

- *La singularité*, politique vs sociétal : Rosanvallon et Martuccelli utilisent le même terme de singularité pour parler de l'individu contemporain, mais la définition qu'ils lui donnent est bien différente. Rosanvallon, dans son raisonnement, observe un bouleversement des principes de l'égalité-révolutionnaire car l'individu universel est remplacé par l'individu singulier : cet individu se considère comme semblable à autrui seulement lorsqu'il est reconnu pour son universalité d'une part, et pour ses particularités d'autre part _ des particularités qu'il définit en se comparant aux autres comme son âge, sa race et sa sexualité. Pour créer une société des égaux, les individus singuliers ont besoin de se concilier entre eux, grâce au politique, pour créer une dynamique de reconnaissance des particularités. Martuccelli, voit que l'expansion de la singularité a transformé le rapport de l'individu à la vie sociale : c'est moins l'égalité, et plus la vie personnelle, la singularité et les supports qui déterminent la vie sociale. L'individu est donc au centre de la vie sociale et il est responsabilisé de tout ce qui lui arrive; il doit affronter les épreuves issues du contexte historique, seul, avec ses supports. Il doit essayer de s'adapter au monde de la meilleure façon possible, c'est ainsi que sa singularité n'implique pas de comparaison aux autres et n'est pas nécessairement exemplaire. Pour Martuccelli, lorsqu'un individu se compare aux autres pour diriger sa vie, il n'est plus en quête de singularité, mais en quête de désir de célébrité ou de renommée, un désir qui repose sur une perversion de la singularité. On observe ainsi que pour Rosanvallon, la singularité implique de la comparaison aux autres, alors que pour Martuccelli elle est personnelle, en dehors de toute comparaison.

- *Les risques*, social vs politique vs sociétal : Castel et Rosanvallon s'interrogent sur l'ordre de la société : pour Castel, cet ordre tourne autour du travail et de la propriété sociale, et pour Rosanvallon, il tourne autour des principes fondateurs de l'égalité. Ils pensent donc à la société dans son ensemble et présentent quelques risques communs à tous les citoyens : Castel mentionne plusieurs risques (les risques liés à la famille, à la technologie, etc.), mais il développe son analyse surtout sur le risque-chômage et le risque-précarité ; Rosanvallon cite seulement

quelques risques qui sont inclus dans la « catégorie du risque » de l'État-providence (la vieillesse, l'accident, la maladie, etc.), une catégorie qui a pu exister grâce au sentiment de dette sociale, mais qui n'est plus reconnue depuis l'avènement de la singularité. Martuccelli voit qu'à l'âge de la singularité, il est nécessaire de changer le regard de la société vers l'individu. Ainsi, il ne part pas de la société pour trouver quelques risques et défis communs à l'ensemble des individus, il voit nécessaire de redéfinir la sociologie pour établir une méthode qui permet de dégager les grands défis de la vie à partir des individus, car tout en étant collectifs et structurels, les défis sont aujourd'hui affrontés individuellement. Il présente la notion d'épreuve comme opérateur macrosociologique qui permet de dégager une cartographie structurelle de la société, sous un ensemble de défis historiques vécus à l'échelle de l'individu.

En conclusion, chaque perspective analytique conduit à une caractérisation de l'individu contemporain particulière :

Social : Castel analyse que depuis le début du 20^e siècle jusqu'à nos jours, la sécurité sociale des non-propriétaires dépend du travail et de la propriété sociale. Ainsi, il interprète l'individu contemporain comme il interprète l'individu moderne : c'est toujours le travail et la propriété sociale qui permettent aux non-propriétaires d'accéder au statut d'individu à part entière. À cause du nouveau capitalisme, le rapport au travail devient incertain pour une partie des actifs et l'État social se retrouve incapable de protéger l'ensemble des individus. Castel interprète des gagnants et des perdants avec le nouveau capitalisme: d'un côté les individus par excès qui possèdent assez de propriétés privées pour être autosuffisants, et d'un autre côté, les individus par défaut qui ne possèdent aucun support _ ils ne sont pas des individus à part entière, ils errent à la surface des choses, sans pouvoir faire de décision pour diriger leur avenir.

Politique : Rosanvallon observe une crise du politique : les trois principes de l'égalité qui fondent le politique n'ont plus de valeur dans la société. Il interprète que l'individu universel est passé à l'individu singulier, car l'idée d'égalité dans la société s'est transformée. Les trois principes de l'égalité qui fondent le politique depuis la Révolution française, ne sont plus adaptés à la société, car l'individu universel, qui se considérait égal à autrui sur la base de l'humanité est passé à l'individu singulier, qui se considère égal seulement s'il est reconnu pour son humanité et ses particularités. L'individu singulier cherche à se distinguer du commun et affirme ses particularités lorsqu'il se compare aux autres (lorsqu'il reconnaît ses différences liées au sexe, à la race, à la religion, etc.).

Sociétal : Martuccelli analyse que nous sommes entrés dans un nouveau monde, celui de la production de la singularité. Avec l'entrée dans ce nouveau monde, le rapport de l'individu à la vie sociale se transforme : il devient plongé dans la vie sociale, car c'est dorénavant sa vie personnelle qui organise sa vie sociale ; il est vulnérable face à toutes les crises qui touchent son contexte social et il se sent responsable de tout ce qui lui arrive. Martuccelli interprète ainsi un nouveau processus d'individualisation : l'individualisme dont l'idéal est l'autonomie, passe au

singularisme dont l'idéal est la justesse de soi. Comme l'individu est seul face aux épreuves de la vie, il développe une singularité en visant une justesse de soi personnelle, en dehors de toute comparaison, de manière à s'adapter au monde de la meilleure façon possible. En même temps, il devient dépendant des autres, car il a toujours besoin de trouver des supports personnels pour dépasser les épreuves.

En comparant les trois analyses sur l'individu contemporain, on observe que chacune présente des limites :

1) Du social, Castel est amené à voir qu'il existe des individus par défaut qui ne peuvent pas agir pour diriger leur vie, car ils n'ont pas de bon rapport au travail leur permettant l'accès à la propriété sociale. Le problème, c'est que ce n'est pas que le travail qui détermine la vie de l'individu contemporain, il existe d'autres domaines de la vie qui affectent son existence et son avenir comme la montre Martuccelli dans sa liste des 8 épreuves : autre que le travail, il existe l'école, la ville, la famille, le rapport à l'histoire, aux collectifs, aux autres et à soi-même. Dans ces différents domaines (et il en existe d'autres), l'individu peut trouver des supports qui lui permettent d'agir et changer les choses dans sa vie. Castel mentionne à un certain moment que les relations familiales sont des supports qui peuvent aider l'individu, mais, comme le souligne Claude Martin, Castel oublie de développer sur ces supports, car il est principalement centré sur le travail et les droits sociaux. Martin précise : « Robert Castel semble avoir achoppé sur la famille, cette institution qui tout en entrant dans son schéma théorique, n'y a jamais vraiment pris toute part. » (Martin, 2010 : 248)

2) Du politique, Rosanvallon se concentre sur l'égalité et occulte complètement la liberté, qui est pourtant essentielle pour fonder une démocratie. Il affirme que l'avènement de la singularité marque l'entrée dans un nouveau monde, donc on peut supposer que la singularité bouleverse toute la société en remettant en question non seulement l'égalité, mais aussi la liberté. Un exemple de constat de la société contemporaine est que les individus sont aujourd'hui moins égaux, mais ils sont aussi plus libres, car ils ont plus de liberté de décision pour diriger leur carrière et leur avenir. Martuccelli, dans un rapport de lecture sur La société des égaux, critique Rosanvallon pour sa fixation sur l'égalité, car la singularité questionne de nombreuses autres dimensions de la vie sociale : « On a alors quelque peu de peine à comprendre le privilège accordé implicitement à l'égalité au détriment d'autres dimensions majeures ». (Martuccelli, 2012)

3) Du sociétal, Martuccelli analyse que c'est à partir des individus que l'on peut comprendre la vie sociale. Il développe une méthode sociologique qui consiste à étudier comment les épreuves communes structurent les individus (c'est en affrontant les épreuves qu'ils développent leur singularité et s'adaptent au monde). La limite d'une telle méthode centrée sur les individus est qu'elle semble perdre de vue les collectifs ou la société : les individus ne sont pas engagés dans des collectifs, ils affrontent les épreuves individuellement, avec leurs supports. Les épreuves

structurent les individus, cela dit, on se demande : qu'est-ce qui structure les épreuves ? Comment les épreuves peuvent-elles se modifier ? S'interroger sur les dynamiques qui structurent ces épreuves, revient à s'interroger sur la société ou sur les collectifs. Castel et Rosanvallon, à la différence de Martuccelli, se concentrent sur la société et analysent sa dynamique interne qui produit des risques et des inégalités. En analysant cette dynamique, ils sont capables de proposer des changements pour l'améliorer et donc améliorer l'ensemble des situations individuelles.

Des trois limites soulevées, on constate une tension entre la société (Castel et Rosanvallon) et l'individu (Martuccelli). En s'interrogeant sur la société, Castel et Rosanvallon se posent le problème de l'ordre de la société : qu'est-ce qui maintient la société unie ? Pourquoi l'ordre plutôt que le désordre ? Ce questionnement les conduit à avancer une logique qui explique tous les phénomènes sociaux dans la société : pour Castel cette logique est liée au travail et aux droits sociaux et pour Rosanvallon, elle est liée à l'égalité dans la société. Penser tous les phénomènes sociaux à partir d'une même logique explicative les amènent à ignorer les possibilités d'actions des individus. Castel, par sa logique explicative, analyse qu'il existe des individus par défaut qui ne peuvent pas agir pour changer les choses dans leur vie car ils ne possèdent pas de propriété privée ou de propriété sociale. Rosanvallon ignore les possibilités d'actions des individus, car il ramène tous les problèmes sociaux à l'égalité plutôt qu'à la singularité et à ses répercussions sur les différentes dimensions de la société. Martuccelli, en contraste à Castel et Rosanvallon, place les possibilités d'actions au cœur de son analyse. Il ne se pose pas le problème de l'ordre de la société, car selon son analyse, depuis l'expansion de la singularité, les phénomènes sociaux peuvent moins être compris à partir de la société qu'à partir des individus. Son but, par sa méthode d'analyse sociologique, est de découvrir un système standardisé des épreuves de l'individuation, c'est-à-dire d'écrire une histoire de vie collective en partant des individus. Cela dit, on se demande, qu'est-ce qui structure les épreuves ? Il existe une dynamique interne à la société qui les structure et celle-ci nous appelle à nous interroger sur l'ordre de la société. En somme, l'opposition entre la société et l'individu est claire car Castel et Rosanvallon expliquent les phénomènes sociaux à partir de la société, alors que Martuccelli les explique à partir des individus.

CONCLUSION

Les trois auteurs utilisent une méthode historique et traitent du même sujet, la transformation de la modernité au tournant des années 1980, puis ils interprètent un nouvel individu contemporain qui aurait émergé avec cette transformation. Chacun interprète cet individu d'une manière particulière : Castel voit deux types d'individu contemporain, les individus par excès, ceux qui possèdent assez de supports pour être autosuffisants, et les individus par défaut, qui ne possèdent aucun support pour diriger leur vie et qui ne sont pas reconnus comme des individus à part entière. Rosanvallon interprète un individu qui cherche à se distinguer des autres pour ses particularités comme son sexe, sa race, sa religion, etc. Martuccelli interprète l'individu contemporain centré sur sa justesse de soi, un idéal personnel, en dehors de toute comparaison ou concurrence. Le but de ce mémoire était de comprendre pourquoi et comment les trois auteurs interprètent l'individu contemporain de manière particulière en dégagant et en analysant leurs perspectives d'analyse. Grâce à la présentation détaillée des concepts, on a pu comprendre la perspective d'analyse (social, politique, sociétal) à partir de laquelle chaque auteur définit ses concepts et construit son raisonnement sur l'individu contemporain. On a cerné les trois perspectives : le social qui tourne autour du travail et des droits sociaux, le politique, qui repose sur les principes qui définissent l'égalité et le sociétal, qui se base sur le rapport de l'individu à la société.

Les deux premiers concepts, (1) capitalisme industriel et (2) capitalisme post-industriel, nous ont permis de placer l'individu moderne et l'individu contemporain dans leur contexte historique, puis de cerner le social, le politique et le sociétal en découvrant comment les auteurs procèdent pour analyser l'histoire selon leur perspective analytique différente. Pour dégager le social par exemple, on a remarqué que Castel accorde une importance particulière aux Trente glorieuses dans son raisonnement (il développe pour cette période des concepts clés comme « société salariale » et « compromis social »), car cette période renvoie pour lui, à un temps où la majorité des individus vivent en sécurité sociale _ la majorité des actifs sont intégrés dans le salariat, permettant à l'État d'étendre ses protections sur l'ensemble des individus. De cette importance accordée aux Trente glorieuses, on a pu voir la centralité du travail et des droits sociaux pour Castel. Puis, pour cerner le politique on a remarqué, par exemple, que Rosanvallon se concentre sur le sentiment engendré par les expériences terrifiantes des deux guerres mondiales ; ce sentiment de « dette sociale » qui entraîne une redistribution des richesses. Cette attention particulière accordée à un sentiment d'après-guerre, nous a permis de voir qu'un ordre politique implique toujours de la solidarité _ l'égalité révolutionnaire (similarité-citoyenneté-autonomie) ainsi que l'égalité à l'âge de la singularité (singularité-communalité-réciprocité) impliquent de la solidarité. Martuccelli ne décrit pas l'histoire comme Castel et Rosanvallon, il analyse les effets de la transformation de la production de masse sur la vie sociale, car de sa perspective sociétale, il vise à souligner que le rapport de l'individu au monde dépend désormais de sa singularité. Il analyse, par exemple, que depuis la transformation du capitalisme, les institutions donnent de

l'attention aux singularités. Par son analyse de l'histoire, il prouve la nécessité de changer le regard en sociologie de la société vers le processus d'individuation.

Les quatre concepts suivants (3) individu moderne (4) individu contemporain (5) risque et (6) support, nous ont permis de dégager les trois perspectives d'analyses et de nous concentrer particulièrement sur l'interprétation de l'individu contemporain (on a exploré le passage de l'individu moderne à l'individu contemporain, et les supports dont l'individu contemporain a besoin pour faire face aux risques). On a conclu que dans le raisonnement social, l'individu contemporain est toujours le même que l'individu moderne : pour être reconnu comme un individu à part entière et pour être assuré contre les principaux risques de la vie (les accidents, la maladie etc.), il a toujours besoin de supports _la propriété privée ou la propriété sociale_. Avec le déclin du rapport au travail, de plus en plus d'individus (sans propriété privée) ne peuvent pas accéder à la propriété sociale ; ce sont des individus « par défaut » qui vivent dans l'insécurité sociale. Dans le raisonnement politique, l'individu universel passe à l'individu singulier, car l'égalité change de sens pour les individus, dorénavant être reconnu comme un semblable, c'est être reconnu pour son humanité d'une part, et ses particularités d'autre part. Les principes de l'égalité qui fondent le politique ne sont pas adaptés à une société de singularité et cela pose un problème pour la distribution des droits sociaux qui sont créés à partir du modèle des droits civils et universels. Dans le raisonnement sociétal, l'individu moderne dont l'idéal est l'égalité, passe à l'individu singulier en quête d'une justesse personnelle, car avec l'expansion de la singularité, le rapport de l'individu au monde se transforme : la vie personnelle et les supports personnels sont placés au centre de la vie sociale. L'individu singulier est responsable de tout ce qui lui arrive et il doit affronter individuellement les épreuves structurelles pour pouvoir s'adapter de la meilleure façon possible au monde.

En fin de compte, ce que l'on observe à partir des trois interprétations différentes, est que l'individu contemporain est laissé à lui-même dans la vie sociale, il doit trouver des moyens pour s'assurer contre les risques. L'individu contemporain est contraint de « supporter son existence ».

Bibliographie

- Aktouf**, Omar (1987), *Méthodologie des sciences sociales et approche qualitative des organisations. Une introduction à la démarche classique et une critique*. Montréal : Les Presses de l'Université du Québec, 213 p.
- Araujo**, y **Martuccelli**, Danilo (2012), *Desafíos comunes. Retrato de la sociedad chilena y sus individuos*. Tomo I. Neoliberalismo, democratización y lazo social. Tomo II. Trabajo, sociabilidades y familias Santiago, LOM Ediciones, 2012, Tome 1, 264 pages. Tome 2, 316 p.
- Beck**, Ulrich (2001), *La société du risque, sur la voie d'une autre modernité*, Aubier, 81 p.
- Castel**, Françoise, **Castel**, Robert et **Lovell**, Anne (1979), *La Société psychiatrique avancée*, Paris, Grasset, 1979, 366 p.
- Castel**, Robert (1995), *Les Métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 490 p.
- Castel**, Robert (2009), *La montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Éditions du Seuil, séries: « La couleur des idées », 457 p.
- Castel**, Robert (2012), *Penser le changement : le parcours des années 1960-2010*, dans *Changements et pensées du changement* (Dir. Castel Robert et Martin Claude), 2e éd., Paris, La Découverte « Sciences humaines », 21-41 p.
- Castel**, Robert, **Martin** Claude (2012), *Changements et pensées du changement*, 2e éd., Paris, La Découverte « Sciences humaines », 368 p.
- Colliot-Thélène**, Catherine (2014), *Peuples et populisme*, Paris, PUF, 104p.
- Danilo**, Martuccelli (2010), *¿Existen individuos en el Sur?*, Santiago, LOM, 332p.
- Ehrenberg**, Alain (1998), *La fatigue d'être soi*, Paris, Odile Jacob, 320 p.
- Engel**, Pascal (2002), *What can we learn from psychology about the nature of knowledge?* Milano, Rivista di filosofia neo-scolastica, 14p. URL: <http://www.unige.ch/lettres/philo/enseignants/pe/Engel%202002%20What%20can%20epistemology%20learn%20from%20psychology.pdf>
- Martin**, Claude (2012), *La question familiale face à la montée des incertitudes*, dans *Changements et pensées du changement* (Dir. Castel Robert et Martin Claude), 2e éd., Paris, La Découverte « Sciences humaines », 246-260 p.
- Martuccelli**, Danilo (1999), *Sociologies de la modernité. L'itinéraire du XXe siècle*, Paris, Gallimard, « Folio-Essais », 710 p.
- Martuccelli**, Danilo (2002), *Grammaires de l'individu*, Paris, Gallimard, Collection « Folio/Essais », 712 p.
- Martuccelli**, Danilo (2006), *Forgé par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine*, Paris, A. Colin, 480 p.
- Martuccelli**, Danilo (2007), *Cambio de Rumbo*, Santiago (Chili), LOM, 218 p.

- Martuccelli**, Danilo (2010), *La Société singulariste*, Paris, Éditions Armand Colin, coll. individu et société, 261 p.
- Martuccelli**, Danilo (2010), *Programme et promesses d'une sociologie de l'intermonde*, dans *Sociologie de l'intermonde : La vie sociale après l'idée de société* (Dir. Tahon, Marie-Blanche), Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 9-46 p.
- Martuccelli**, Danilo (2012), *La société des égaux*, SociologieS, Comptes rendus, URL : <http://sociologie.revues.org/1244>
- Noiriel**, Gérard (2008), *Introduction à la socio-histoire*, Paris, La Découverte « Repères », 128 p.
- Rosanvallon**, Pierre (1979), *Le Capitalisme utopique. Histoire de l'idée de marché*, Paris, Le Seuil, coll. Sociologie politique, 272 p.
- Rosanvallon**, Pierre (1985), *Le Moment Guizot*, Gallimard, Bibliothèque des sciences humaines, 414 p.
- Rosanvallon**, Pierre (1992), *Le Sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*, Paris, Gallimard, Bibliothèque des histoires, 490 p.
- Rosanvallon**, Pierre (1995), *La nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence*, Paris, Le Seuil, 228 p.
- Rosanvallon**, Pierre (1998), *Le Peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard, Bibliothèque des histoires, 384 p.
- Rosanvallon**, Pierre (2000), *La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard, Bibliothèque des histoires, 440 p.
- Rosanvallon**, Pierre (2006), *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Le Seuil, 345 p.
- Rosanvallon**, Pierre (2008), *La Légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité*, Paris, Le Seuil, 384 p.
- Rosanvallon**, Pierre (2011), *La société des égaux*, Paris, Éditions du Seuil, 428 p.
- Tahon**, Marie-Blanche (Dir.) (2010), *Sociologie de l'intermonde : La vie sociale après l'idée de société*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires Louvain, 271 p.
- Tocqueville** (1835/1840) (1981), *De la démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion, coll. "GF", 438 p.
- Touraine**, Alain (dir.) (1982), *Mouvements sociaux d'Hier et d'Aujourd'hui*, Paris, Éditions ouvrières, 371 p.

Bibliographie secondaire:

- CERLIS (profil de Danilo Martuccelli)
<http://recherche.parisdescartes.fr/CERLIS/Equipe/Membres-statutaires/Martuccelli-Danilo>
- Collège de France (profil de Pierre Rosanvallon) <http://www.college-de-france.fr/site/pierre-rosanvallon/biographie.htm>
- Setton, Maria da Graça Jacintho, & Sposito, Marilia Pontes. (2013) *Como os indivíduos se tornam indivíduos? Entrevista com Danilo Martuccelli. Educação e Pesquisa*, 39(1), 247-267. Retrieved November 23, 2015, from http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1517-97022013000100016&lng=en&tlng=pt.
- Truang, Nicolas (2011), *Le sociologue Robert Castel est mort*. URL : http://www.lemonde.fr/import/article/2011/11/09/robert-castel-capteur-des-fragilites_1600908_3544.html